

Article 58

57. La règle actuelle de l'article 58 représente une amélioration par rapport à la règle de l'article 83 de la LUVI de 1964. Ajouter seulement 1 p. 100 au taux officiel d'escompte est beaucoup trop peu, car dans de nombreux pays 2 ou 3 p. 100 s'ajoutent généralement. Comme le vendeur peut, par ailleurs, se fonder sur le

taux appliqué aux crédits commerciaux à court terme non garantis de son pays, l'article dans son ensemble est cependant acceptable. Toutefois, l'on peut recommander de fixer le taux à 2 p. 100 au moins.

Articles 64 à 67

58. Voir *supra* paragraphes 16 à 22.

E. — Rapport du Secrétaire général : analyse des observations présentées par les gouvernements et les organisations internationales au sujet du projet de convention sur la vente internationale de marchandises tel qu'il a été adopté par le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (A/CN.9/126*)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
I. — INTRODUCTION	158
II. — ANALYSE DES OBSERVATIONS	159
A. — Observations portant sur l'ensemble du projet de convention	159
B. — Observations portant sur les dispositions du projet de convention	160
Chapitre I. — Champ d'application (art. 1 à 7)	160
Chapitre II. — Dispositions générales (art. 8 à 13)	164
Chapitre III. — Obligations du vendeur (art. 14 à 33)	167
Chapitre IV. — Obligations de l'acheteur (art. 34 à 46)	174
Chapitre V. — Dispositions communes aux obligations du vendeur et de l'acheteur (art. 47 à 63)	176
Chapitre VI. — Transfert des risques (art. 64 à 67)	181

I. — Introduction

1. Conformément à la décision prise par la Commission à sa huitième session, (1^{er}-17 avril 1975), le texte du projet de convention sur la vente internationale des marchandises adopté par le groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels à sa septième session (5-16 janvier 1976), a été transmis aux gouvernements et aux organisations internationales intéressés pour qu'ils formulent leurs observations à son sujet¹.

2. Au 28 mars 1977, l'Allemagne, République fédérale d', l'Australie, l'Autriche, la Bulgarie, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la Hongrie, l'Irak, Madagascar, la Norvège, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, la Pologne, la Suède, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Yougoslavie et le Zaïre ainsi qu'une organisation non gouvernementale, à savoir la Chambre de commerce internationale (CCI) avaient fait parvenir des observations, lesquelles sont reproduites dans les documents A/CN.9/125 et Add.1*.

* Reproduits dans le présent volume, section D, ci-dessus.

¹ Le texte du projet de convention est reproduit à l'annexe I du document A/CN.9/116 (*Annuaire*... 1976, deuxième partie, I, 2).

* 7 avril 1977.

3. A sa huitième session, la Commission a également demandé au Secrétariat de préparer à l'intention de la Commission à sa dixième session une analyse de ces observations. Cette analyse figure dans le présent document.

4. Dans l'analyse, les observations ont été regroupées par article et, à l'intérieur de chaque article, par paragraphe ou alinéa, ou lorsqu'on l'a jugé utile, par thème. Les observations portant sur l'ensemble de l'article et non pas sur un paragraphe particulier, ont été analysées sous le titre "Ensemble de l'article".

5. Lorsqu'une proposition d'amendement du texte du projet de convention est accompagnée d'un projet de texte à cet effet, l'analyse ne reproduit le texte proposé que s'il apporte une modification de fond. Les suggestions d'ordre rédactionnel qui n'ont aucune incidence sur le fond ne sont ni reproduites ni décrites dans l'analyse. Toutefois, le nom du gouvernement ou de l'organisation qui a formulé une telle suggestion est indiqué à la suite de l'analyse de l'article ou du paragraphe de l'article auquel se rapporte ladite suggestion. On peut s'assurer du libellé exact d'une proposition en se reportant aux observations du gouvernement ou de l'organisation intéressés qui sont reproduites dans les documents A/CN.9/125 ou Add.1.

II. — Analyse des observations

A. — OBSERVATIONS PORTANT SUR L'ENSEMBLE DU PROJET DE CONVENTION

1. La majorité des gouvernements et des organisations qui ont fait parvenir leurs observations estiment que les dispositions sont, dans l'ensemble, acceptables (Australie, Autriche, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Hongrie, Irak, Madagascar, Norvège, République fédérale d'Allemagne, Suède, Yougoslavie, CCI). Tous font observer que le projet tel qu'il est libellé ne résout pas encore tous les problèmes et suggèrent des solutions appropriées pour les résoudre². Aucun ne juge le projet de convention inacceptable.

2. A l'appui du projet de convention qui dans son ensemble les satisfait, les gouvernements et l'organisation susmentionnés font valoir que :

a) Le projet de convention constitue une base appropriée pour adopter une nouvelle convention réglementant la vente internationale des marchandises (Australie, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Hongrie, Norvège, République fédérale d'Allemagne, Suède, CCI);

b) Les règles énoncées dans le projet de convention pour résoudre les problèmes qui y sont examinés constituent en général une amélioration par rapport aux règles correspondantes contenues dans la Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (LUVI) (Autriche, Finlande, Norvège, Suède)³;

c) Une nouvelle convention établie sur la base du projet serait probablement acceptée par un plus grand nombre de pays que la LUVI (Australie, Norvège, Yougoslavie, CCI);

d) Le projet de convention, en résolvant les problèmes juridiques que pose actuellement la vente internationale des marchandises faciliterait les échanges commerciaux internationaux (Hongrie, CCI);

e) Les Etats qui ont participé à l'élaboration du projet de convention défendaient des intérêts et représentaient des systèmes juridiques et économiques beaucoup plus variés que ceux qui avaient participé à l'élaboration de la LUVI (Hongrie, Yougoslavie);

f) Le projet de convention est fondé sur le principe de l'instauration d'un nouvel ordre économique international (Yougoslavie);

g) Le projet de convention réalise un juste équilibre entre les différents systèmes juridiques (Finlande, Hongrie, Yougoslavie);

h) L'ensemble du projet de convention constitue un compromis équilibré et soigneusement élaboré entre les intérêts quelquefois divergents des parties à un contrat

de vente des marchandises (Finlande, Hongrie, Yougoslavie).

Rapports entre le projet de convention et la LUVI

3. La CCI (par. 2)⁴ souligne l'importance du fait qu'un certain nombre d'Etats ont déjà ratifié la LUVI et que donc le nouveau texte ne devrait pas sans raison majeure, différer de celui de la LUVI. La CCI déclare en outre qu'il importe d'élaborer des dispositions transitoires en tenant dûment compte de la situation des Etats qui ont déjà ratifié la LUVI et des difficultés que ces derniers peuvent éprouver à substituer la nouvelle convention à la précédente.

4. La Suède (par. 8) déclare que le présent projet de convention devrait être conçu de telle sorte qu'un Etat lié par la LUVI puisse y devenir partie.

Rapports entre, d'une part, le projet de convention et, d'autre part, la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises et la future convention sur la formation et la validité des contrats

5. L'Australie (par. 3) et la Norvège (par. 4) souscrivent à l'approche adoptée par le Groupe de travail selon laquelle le projet de convention devrait aussi souvent que possible reprendre les dispositions correspondantes de la Convention sur la prescription. L'Australie, toutefois, estime que les dispositions de cette Convention ne devraient pas être calquées au point d'inclure dans le projet actuel des dispositions qui ne seraient pas tout à fait pertinentes. La Norvège, en revanche, suggère que puisque la Commission ou la future conférence de plénipotentiaires souhaiteront peut-être adopter pour certains points de la convention sur la vente internationale des marchandises un libellé différent de celui utilisé dans la Convention sur la prescription, il conviendrait d'élargir le mandat de la future conférence de plénipotentiaires pour qu'elle puisse éventuellement envisager d'apporter certains amendements à la Convention sur la prescription de façon que le libellé des deux conventions demeure uniforme.

6. La République fédérale d'Allemagne (par. 3) suggère que l'on établisse une coordination entre le projet de convention sur la vente internationale de marchandises et la future convention sur la formation et la validité des contrats de vente internationale de marchandises et que l'on accélère les travaux sur ce projet, de façon à ce que la convention sur la formation et la validité des contrats puisse être examinée à la même conférence diplomatique que le projet de convention sur la vente internationale de marchandises.

Rapport entre le projet de convention et la Convention de La Haye de 1955

7. La Norvège (par. 5) suggère que l'on prévienne le droit de formuler des réserves à l'égard de la Con-

² Ces observations sont reproduites ci-après à la suite de chacun des articles du projet de convention.

³ Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels annexée à la Convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels, La Haye, 1964 (Registre des textes des conventions et autres instruments relatifs au droit commercial international, vol. I, chap. I, publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.V.3).

⁴ Le paragraphe auquel il est fait référence est celui du texte des observations du gouvernement ou de l'organisation internationale intéressés, telles qu'elles sont reproduites dans les documents A/CN.9/125 ou Add.1.

vention de La Haye de 1955 sur la Loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels.

Commentaire relatif au projet de convention sur la vente internationale de marchandises

8. Les Etats-Unis d'Amérique (par. 2 à 7) proposent qu'un commentaire soit présenté à l'Assemblée générale en même temps que le projet d'articles et que le texte adopté par une conférence diplomatique soit accompagné d'un commentaire. Ils font valoir que le commentaire se révélerait extrêmement utile pendant la période où les milieux juridiques et commerciaux examineront s'il convient de recommander à leurs gouvernements de ratifier la Convention et qu'après l'entrée en vigueur du texte, il favoriserait l'uniformité. Les Etats-Unis déclarent que si le texte présenté par la Commission n'est pas accompagné d'un commentaire, ils se verront dans l'obligation de proposer un nombre considérable de modifications afin de le rendre plus détaillé et d'y inscrire des annotations et renvois.

9. Les Pays-Bas (par. 2 et 3) suggèrent que l'on complète le commentaire en expliquant pourquoi on a jugé nécessaire d'apporter des modifications au texte de la LUVI ou de supprimer certaines de ses dispositions et en indiquant quelles seraient les conséquences pratiques de ces différences entre le projet de convention de la LUVI.

Une loi uniforme plutôt qu'une convention

10. La CCI (par. 3) estime que le projet de convention devrait prendre la forme d'une loi uniforme plutôt que d'une convention car, à son avis, une loi uniforme qui s'appliquerait à l'acheteur et au vendeur permettrait plus sûrement de réaliser l'uniformité, qui est l'objectif recherché en définitive, qu'une convention qui s'appliquerait aux Etats contractants.

Intitulé des articles

11. Les Etats-Unis d'Amérique (par. 6) et les Philippines (par. 1) suggèrent de donner un titre à tous les articles. Les Etats-Unis proposent en outre que les titres des articles soient placés entre crochets dans le commentaire de façon à indiquer qu'ils ne font pas partie du texte même des articles.

Terminologie

12. L'Australie (par. 7) et les Etats-Unis d'Amérique (par. 19) notent que le projet de convention contient divers termes et expressions relatifs à la connaissance et à la connaissance implicite entre lesquels les nuances de sens n'apparaissent pas clairement. L'Australie propose d'introduire dans le projet de convention, de préférence par une définition, une notion de base comme critère des différents degrés de connaissance entrant en jeu. Les Etats-Unis proposent de substituer au mot "envisagées" aux articles 6, a, et 48, 2), le terme "prévues", à l'expression "n'ait pas eu de raisons de savoir" à l'article 2, a, les mots "n'ait pas dû savoir" et à l'expression "avaient des raisons de

connaître" à l'article 8, 2) les mots "auraient dû connaître".

13. La Yougoslavie [par. 8, b] approuve le fait que l'expression "dans un bref délai" ait été remplacée par l'expression "dans un délai raisonnable" en maints endroits du texte du projet de convention.

Clarté du libellé

14. La Suède (par. 3) fait observer que le projet de convention manque quelque peu de clarté et de précision. Elle reconnaît toutefois que des règles destinées à s'appliquer à un grand nombre d'Etats dotés de systèmes juridiques sociaux et économiques différents sont inévitablement assez abstraites et imprécises. Toutefois, la Suède recommande que l'on modifie le texte de façon à le rendre aussi clair et rigoureux que possible.

Conditions générales

15. Le Pakistan (par. 1) estime qu'il serait utile et souhaitable que la Commission établisse à la lumière de la présente Convention un contrat type général et un contrat type particulier à l'usage du commerce international.

Organismes d'inspection

16. Le Pakistan (par. 2) déclare qu'il conviendrait, pour plus d'efficacité, d'inviter les Etats Membres à créer dans leurs pays respectifs des organismes d'inspection et d'examen qui, en collaboration avec les chambres de commerce et d'industrie, vérifieraient la qualité, la quantité, l'emballage, la livraison, la conformité par rapport aux échantillons, etc. des marchandises. Au cas où les conditions requises ne seraient pas remplies dans l'un de ces domaines, ces organismes seraient tenus responsables au même titre que le vendeur.

Etats appliquant des règles juridiques communes

17. La Suède (par. 8) propose que les Etats qui, tels la Suède, le Danemark et la Norvège, appliquent des règles juridiques communes en matière de vente de marchandises puissent se réserver le droit de se considérer comme formant un seul Etat aux fins de la présente Convention et, de ce fait, ne pas être tenus d'appliquer la présente Convention aux contrats de vente de marchandises conclus entre eux.

B. — OBSERVATIONS PORTANT SUR LES DISPOSITIONS DU PROJET DE CONVENTION

PREMIÈRE PARTIE. — DISPOSITIONS DE FOND

CHAPITRE I. — CHAMP D'APPLICATION

Article premier

Ensemble de l'article

1. La Hongrie (par. 6) et la CCI (par. 4) se déclarent satisfaites des dispositions délimitant le champ d'application de la convention.

2. L'Australie (par. 4 et 5) suggère, à propos de l'article 5, que l'on étudie attentivement la possibilité d'élaborer une disposition prévoyant que la convention ne s'appliquerait à une transaction que si les parties à ladite transaction en décident ainsi. Dans le cas contraire, si son application est automatique, les Etats qui sont nettement favorables au projet de convention dans son ensemble mais qui ont des réserves sur des points particuliers pourraient hésiter à y adhérer.

Paragraphe 1

3. La Bulgarie (par. 1) et les Philippines (par. 2 et 3) suggèrent que les parties soient tenues non seulement d'avoir leur établissement dans des Etats différents, mais d'avoir leur résidence dans des Etats différents (Bulgarie) ou d'être de nationalité différente (Philippines). La Bulgarie estime que le projet de convention ne peut, sans trahir ses objectifs, s'appliquer à deux entreprises de même nationalité ou ayant leur résidence dans le même pays même si l'une des entreprises ou si les deux entreprises ont des établissements dans des pays différents. Les Philippines proposent de libeller le paragraphe 1 de l'article premier comme suit :

"1. La présente Convention est applicable aux contrats de vente d'objets mobiliers corporels passés entre des parties de nationalité différente ayant leur établissement dans des Etats différents."

4. Les observations formulées par la CCI (par. 6) au sujet de la définition de l'"établissement" qui figure à l'article 6, *a*, et celles formulées par Madagascar (par. 2) et la CCI (par. 7) au sujet du critère de "la relation la plus étroite" au sens de l'article 6, *a*, sont reproduites aux paragraphes 1 et 2 de l'analyse consacrée à l'article 6.

5. Les Pays-Bas (par. 4 à 6) proposent de réaffirmer le principe énoncé à l'article premier de la LUVI selon lequel le contrat doit présenter l'un des aspects internationaux précisés dans cet article. Si l'on ne prévoit pas une telle restriction, la convention serait applicable à un contrat de vente qui a été conclu dans un pays dans lequel soit l'acheteur soit le vendeur a son établissement et dans lequel l'autre partie se trouve temporairement, même si les marchandises s'y trouvent déjà et si c'est dans ce pays que doit s'effectuer la livraison. Les Pays-Bas doutent de ce fait qu'un tel contrat présente suffisamment d'aspects internationaux pour entrer dans le champ d'application du projet de convention.

Paragraphe 1, b

6. La CCI (par. 5) souscrit à cette disposition, qui prévoit que la convention s'applique lorsque les règles du droit international privé mènent à l'application de la loi d'un Etat contractant. Elle déclare que, plutôt que de promouvoir l'uniformité, l'article 2 de la LUVI qui exclut les règles du droit international privé au profit de l'application de la loi uniforme aboutit à un système compliqué de réserves et a rendu, dans certains milieux, la LUVI inacceptable.

7. La République fédérale d'Allemagne (par. 4 à 6) propose de supprimer le paragraphe 1, *b*. Elle estime que le projet de convention ne devrait s'appliquer que dans les cas où les parties à un contrat de vente ont leur établissement dans des Etats contractants différents. Elle fait également observer que les Etats seraient libres d'appliquer la convention si les règles du droit international privé menaient à l'application de la loi de cet Etat mais que le projet de convention ne devrait pas les y contraindre. En outre, la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises prévoit qu'elle ne s'applique qu'entre Etats contractants.

Paragraphe 2

8. Le Pakistan (par. 3) déclare que l'établissement des parties devrait être clairement défini de façon à empêcher les transactions triangulaires qui se produisent lorsqu'il y a réexportation par les acheteurs vers un Etat tiers.

9. L'URSS (par. 1) soumet une proposition d'ordre rédactionnel.

Projet de paragraphe 3

10. La Norvège (par. 13 et 14) propose de supprimer l'alinéa *c* de l'article 6 et d'insérer à l'article premier un nouveau paragraphe 3, libellé comme suit :

"3. La Convention s'applique sans égard à la nationalité des parties ou au caractère civil ou commercial des parties ou du contrat."

La Norvège déclare que cette modification permettrait de prendre en considération le caractère civil ou commercial des parties ou du contrat lorsqu'il s'agit, notamment, de fixer le délai raisonnable dans lequel notification doit être donnée à l'autre partie.

Article 2

Ensemble de l'article

1. Les Philippines (par. 4) suggèrent que l'on définisse l'expression "objets mobiliers corporels" afin de déterminer quelles sont les choses qui ne seront pas soumises au projet de convention.

2. L'URSS (par. 2) suggère que l'on étudie l'opportunité d'insérer dans le projet de convention des dispositions analogues à celles qui figurent à l'article 5 de la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises. Ces dispositions excluent les réclamations fondées sur :

- a*) Le décès de toute personne ou les dommages corporels causés à toute personne;
- b*) Des dommages nucléaires occasionnés par les marchandises vendues;
- c*) Un privilège, hypothèque ou autre sûreté réelle;
- d*) Un jugement ou une sentence prononcés à l'issue d'une procédure judiciaire ou arbitrale;

e) Un document grâce auquel l'exécution forcée peut être obtenue en vertu de la loi en vigueur dans le lieu où cette exécution est demandée;

f) Un effet de commerce, un chèque ou un billet à ordre.

Alinéa a

3. L'URSS (par. 2) recommande que le texte de cette disposition soit identique à celui de l'article 4 de la Convention sur la prescription, qui se lit comme suit :

“a) d'objets mobiliers corporels achetés pour un usage personnel, familial ou domestique;”

4. Les Pays-Bas (par. 7) estiment que le commentaire n'indique pas clairement les raisons pour lesquelles il convient d'exclure du champ d'application du projet de convention un contrat de vente conclu entre une agence de vente par correspondance et un acheteur établi dans un autre pays et de le soumettre ainsi, en principe, à la législation du pays du vendeur.

5. Les Etats-Unis d'Amérique (par. 19) font une proposition d'ordre rédactionnel.

Alinéa e

6. La Finlande (par. 3), la Norvège (par. 6 et 7) et les Philippines (par. 4) proposent de supprimer l'alinéa e de façon que le projet de convention s'applique à la vente des navires et des aéronefs. A défaut, la Norvège suggère de libeller l'alinéa e comme suit :

“de tout navire ou bateau d'occasion qui, au moment de la conclusion du contrat, est immatriculé dans un registre national [officiel] public comme ayant une jauge brute de 10 tonnes ou plus;”

Alinéa f

7. La Finlande (par. 4) et la Norvège (par. 6) proposent de supprimer cet alinéa.

8. L'URSS (par. 2) propose que les mots “et de gaz” soient insérés dans ce paragraphe car les conditions des contrats de vente de gaz sont spécifiques.

Article 4

1. La République fédérale d'Allemagne (par. 7 et 8) et la Norvège (par. 8 et 9) font observer que l'article 4 risque de faire croire à tort que si les parties se sont mises d'accord sur l'application de la Convention, les dispositions impératives du droit national ne seront pas de ce fait applicables. La République fédérale d'Allemagne note qu'il pourrait en être ainsi même dans le cas de contrats de vente de droit interne n'ayant aucun rapport avec un pays étranger. En conséquence, elle propose la suppression de l'article 4. La Norvège, en revanche, propose que l'article 4 soit modifié comme suit :

“La présente Convention est également applicable lorsqu'elle a été choisie comme loi du contrat par les parties, dans la mesure où elle ne porte pas atteinte

aux dispositions impératives qui auraient été applicables si les parties n'avaient pas choisi ladite loi.”

2. La République fédérale d'Allemagne (par. 9) et la Norvège (par. 10 à 12) font également au sujet du paragraphe 1 de l'article 7 des propositions qui témoignent de préoccupations analogues.

Projet d'article 4 bis relatif au choix du droit applicable

1. La Pologne (par. 9) propose que l'on adopte un nouvel article selon lequel, à moins que les parties n'en conviennent autrement, le droit du pays du vendeur doit être considéré comme le droit applicable à un contrat de vente de marchandises. La Pologne souligne que ce principe est largement reconnu dans la pratique du commerce international.

2. Dans le même ordre d'idées, l'URSS (par. 17) suggère que le droit du pays du vendeur s'applique aux questions qui ne sont pas réglées ou par entièrement réglées par la Convention. L'URSS suggère qu'une telle disposition soit insérée à l'article 13 relatif à l'interprétation de la Convention.

3. Dans ses observations sur l'article 7, la Norvège (par. 10) note que le paragraphe 1 de l'article 7 ne résoud pas le problème du choix du droit applicable comme le ferait l'amendement proposé par la Norvège à l'article 4 (voir par. 1 de l'analyse consacrée à l'article 4). Toutefois, la Norvège suggère que l'on pourrait peut être considérer que ce problème doit être réglé par le droit interne et non par le projet de convention.

4. Dans ses observations générales, la Norvège (par. 5) indique qu'on devrait prévoir dans la présente convention le droit de formuler des réserves au sujet de la Convention de La Haye de 1955 sur la Loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels.

Article 5

1. L'Australie (par. 4 et 5) suggère d'examiner attentivement la possibilité que le projet de convention ne s'applique à une transaction que si les parties à la transaction en convenaient ainsi. Dans le cas contraire, les Etats qui sont nettement favorables au projet de convention dans son ensemble, mais qui émettent des réserves sur des questions particulières, pourraient hésiter à adhérer à la convention si son application était automatique.

2. Le Zaïre (par. 3) approuve l'article 5 qui permet aux Etats de ne pas appliquer une disposition donnée, en raison des différences de leurs systèmes juridiques.

3. Les Philippines (par. 5) proposent d'ajouter les mots “en le stipulant expressément” après le mot “peuvent”, de façon à indiquer clairement qu'une partie ne pourra prétendre avoir implicitement exclu l'application de la Convention ou prévu la possibilité de déroger à l'une quelconque de ses dispositions.

Article 6

Alinéa a

1. Pour la CCI (par. 6), il est important d'indiquer clairement ce que l'on doit considérer comme "établissement". A son avis, pour être considéré comme "établissement", il faut que soit maintenue l'activité d'une organisation permanente impliquant des locaux et du personnel pour la fabrication et la vente de produits ou la fourniture de services. L'on ne doit pas confondre un tel établissement, appelé généralement succursale, avec une filiale, qui est une entité légale distincte, ni avec un "établissement permanent", au sens des nombreux accords sur la double imposition, par exemple, la présence d'un agent autorisé à conclure une vente.

2. Madagascar (par. 2) et la CCI (par. 7) estiment que le critère de la "relation la plus étroite" avec le contrat est trop vague. La CCI juge également que c'est seulement si le contrat était conclu au nom d'un tel établissement que ce même établissement compterait pour l'application de la convention.

3. Les Etats-Unis (par. 19) soumettent une proposition d'ordre rédactionnel.

Alinéa b

4. De l'avis du Pakistan (par. 4), il faudrait clairement définir l'établissement au lieu de se référer à la résidence habituelle.

Alinéa c

5. La Norvège (par. 13 et 14) propose de transférer l'alinéa c à un nouveau paragraphe 3 qui figurerait à l'article premier. Voir le paragraphe 10 de l'analyse de l'article premier.

6. Si la suggestion des Philippines concernant l'article premier est acceptée (voir le paragraphe 3 de l'analyse de l'article premier), les mots "ni la nationalité des parties ni" et "ne" devraient être supprimés à l'alinéa c.

Article 7

Paragraphe 1

1. La République fédérale d'Allemagne (par. 9) suggère qu'il faudrait déterminer si d'autres questions ne devraient pas être exclues du champ d'application de la convention proposée. Par exemple, les législations nationales visant à protéger les personnes achetant à tempérament ou traitant à domicile avec un démarcheur devraient l'emporter sur les dispositions du projet de convention. Grâce à l'exclusion des ventes aux consommateurs à l'alinéa a de l'article 2 et à celle des règles relatives à la validité des contrats de vente au paragraphe 1 de l'article 7, la plupart, mais non pas la totalité, de ces cas sont résolus de façon satisfaisante. Il faudra toutefois, en rédigeant les dispositions prévoyant qu'en pareil cas ce n'est pas la convention proposée mais les législations nationales visant à

protéger les consommateurs qui s'appliquent, prendre soin de préserver les intérêts légitimes du commerce international en délimitant avec précision le champ d'application de la convention.

2. La Norvège (par. 10 à 12) propose : i) qu'un membre de phrase soit ajouté pour indiquer que la convention proposée ne concerne pas seulement la validité du contrat mais aussi celle des accords complémentaires ou ultérieurs intéressant la vente qui seraient conclus entre les parties; ii) que le mot "notamment" dans la deuxième phrase de l'article 7, soit supprimé car il peut prêter à confusion en ce qui concerne la validité du contrat (droit impératif) et iii) que, pour ce qui est de la validité des usages, la disposition pourrait être transférée à l'article 8 où elle ferait l'objet d'un nouveau paragraphe 3. Avec les quelques propositions supplémentaires de rédaction qu'elle a avancées, la Norvège suggère de formuler le paragraphe 1 comme suit :

"1. La présente Convention régit exclusivement les droits et obligations que le contrat de vente fait naître entre le vendeur et l'acheteur. Sauf exception formelle, elle ne concerne pas :

"a) La formation du contrat;

"b) La validité du contrat ou de toute clause contenue dans le contrat ou dans tout autre accord relatif à la vente;

"c) Les effets que le contrat peut avoir sur la propriété de la chose vendue."

3. La Norvège (par. 10) fait également observer que le paragraphe 1 de l'article 7 ne résoud pas le problème du choix de la loi, alors que l'amendement à l'article 4 qu'elle a proposé l'aurait fait. Cependant, ce problème pourrait sans doute être réglé par le droit interne et non par le projet de convention.

Paragraphe 2

4. Madagascar (par. 3) propose de garder le paragraphe 2 de l'article 7 : les effets du contrat quant à la propriété de la chose vendue et à la propriété industrielle ou intellectuelle mettent souvent en jeu des considérations d'ordre purement interne variant d'un Etat à l'autre, qui sont des questions délicates.

5. Par contre, l'Australie (par. 6), la République fédérale d'Allemagne (par. 10 et 11), l'URSS (par. 3) et la CCI (par. 25 et 26), proposent de supprimer le paragraphe 2 de l'article 7. Ainsi, la question des droits et obligations du vendeur et de l'acheteur qui peuvent naître du fait de l'existence de droits ou de prétentions en matière de propriété industrielle ou intellectuelle ou autres droits ou prétentions analogues serait résolue par la convention proposée. La République fédérale d'Allemagne et la CCI font également les observations suivantes :

a) La République fédérale d'Allemagne (par. 10) indique que si le paragraphe 2 de l'article 7 était supprimé, l'article 25 relatif à l'obligation du vendeur de délivrer la chose libre de tout droit d'un tiers primerait, ce qui serait justifié;

b) Par contre, pour la CCI (par. 25 et 26), si le paragraphe 2 de l'article 7 était supprimé, la question serait régie par l'article 19. L'existence des droits de tiers en matière de propriété industrielle ou intellectuelle ou des règlements administratifs qui limitent l'utilisation de la chose, peuvent rendre la chose inutilisable. Selon l'article 19 [par. 1, alin. a], la question serait de savoir si la chose convient aux usages auxquels elle servirait habituellement. Cependant, la question de savoir si elle peut convenir à la fin particulière d'être utilisée dans le pays de l'acheteur peut trouver une réponse dans l'application de l'alinéa b de ce paragraphe qui dégage la responsabilité du vendeur quand l'acheteur ne pouvait raisonnablement s'en remettre à la compétence ou au jugement du vendeur lorsqu'il s'était décidé sur l'achat de la chose;

c) La CCI suggère donc de supprimer le paragraphe 2 de l'article 7, sans plus. Une autre possibilité serait de supprimer ce paragraphe et d'introduire à l'article 25 un second paragraphe aux termes duquel le vendeur ne serait pas responsable à l'égard de l'acheteur en ce qui concerne les droits ou prétention de tiers basés sur la propriété intellectuelle ou industrielle.

6. La Finlande (par. 5) et la Norvège (par. 12) proposent de modifier le paragraphe 2 de l'article 7 qui commencerait comme suit :

"2. Sauf dans la mesure où le paragraphe 2 de l'article 25 en dispose autrement. . ."

a) La Norvège présente également une proposition tendant à remplacer l'expression "*which relate*" par le mot "*relating*", dans la version anglaise;

b) Dans ses observations à propos de l'article 25, la Finlande (par. 9) suggère que la convention dispose soit que le vendeur ne sera pas tenu pour responsable du préjudice causé à un acheteur du fait qu'un tiers avait sur la chose un droit de propriété industrielle ou intellectuelle, soit que le vendeur sera responsable vis-à-vis de l'acheteur en ce qui concerne les droits ou les prétentions d'un tiers fondés sur la propriété industrielle ou intellectuelle, dans la mesure où ces droits ou ces prétentions existent ou sont reconnus conformément au droit de l'Etat où le vendeur a son établissement;

c) Pour donner corps à sa proposition, qui est identique à la deuxième variante suggérée par la Finlande, la Norvège (par. 18) suggère d'insérer un nouveau paragraphe 2 à l'article 25 qui se lirait comme suit :

"2. La question de savoir si un droit ou une prétention qu'un tiers fait valoir en se fondant sur la propriété industrielle ou intellectuelle équivaut à une contravention au contrat de la part du vendeur est réglée conformément au contrat et à la loi de l'Etat où le vendeur a son établissement au moment de la conclusion du contrat. Les effets d'une telle contravention sont déterminés par les dispositions de la présente convention relatives au défaut de conformité."

7. La Norvège (par. 18 et 19) et la CCI (par. 27) envisagent également la question de savoir de quels moyens l'acheteur devrait disposer en cas de con-

travention aux obligations qui incombent au vendeur en vertu de l'article 25 (par. 2). Voir l'analyse de l'article 25, par. 5.

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 8

Ensemble de l'article

1. La Yougoslavie (par. 10 et 11) approuve la suppression de la deuxième phrase dans le paragraphe 2 de l'article 9 de la LUVI, aux termes de laquelle les usages l'emportent sur la Loi uniforme : "Comme chacun sait, les usages ont été établis par les groupes économiquement développés occupant des positions de force sur le marché mondial". La Yougoslavie se demande cependant si on n'aboutit pas au même résultat avec le texte actuel; il est donc indispensable de revoir avec soin la signification et la portée des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8 du projet.

2. La CCI (par. 8) dit qu'il est important que la Convention indique expressément le rôle que les usages jouent pour déterminer les relations juridiques entre l'acheteur et le vendeur. Les usages ont une égale importance pour faire justice à l'acheteur ou au vendeur, qu'il s'agisse d'une partie ayant son établissement dans un pays industrialisé ou dans un pays en développement. La CCI conclut que l'essence de toute règle accordant de l'importance aux usages devrait être que le nouveau venu dans le commerce en cause ne peut invoquer son ignorance des usages pour sa défense.

Usages locaux

3. La CCI (par. 8) dit qu'il est regrettable que l'article 8 ne traite pas des usages locaux. Cependant à son sens, même avec le présent texte, les usages qu'il est convenu d'appeler locaux doivent aussi, dans certains cas, être pris en considération, par exemple, lorsqu'ils sont internationalement connus. Du fait que l'article 8 représente un compromis qu'il a été difficile d'obtenir, la CCI estime que le texte actuel est acceptable.

Termes usités dans le commerce

4. La Yougoslavie (par. 12) et la CCI (par. 9 à 11 et 21) proposent de réintroduire dans le projet le paragraphe 3 de l'article 9 de la LUVI, qui prévoit ce qui suit :

"En cas d'emploi de termes, clauses ou formulaires usités dans le commerce, leur interprétation se fait selon le sens que les milieux commerciaux intéressés ont l'habitude de leur attacher."

5. Si ce texte n'est pas acceptable, la CCI suggère une autre solution, précédemment proposée par certains représentants à la deuxième session du Groupe de travail (A/CN.9/52, par. 82, *Annuaire*. . . 1971, deuxième partie, I, A, 2).

"En cas d'emploi de termes, clauses ou formulaires usités dans le commerce, leur interprétation, aux fins des dispositions des paragraphes 1 et 2,

se fait selon le sens que les milieux commerciaux intéressés ont l'habitude de leur donner."

6. La CCI (par. 11) note que l'une ou l'autre de ces dispositions permettraient d'éviter deux choses : premièrement, que les termes commerciaux ne soient interprétés au moyen du projet de convention (par exemple, ses règles sur le transfert des risques en cas de perte, comme le prévoient les articles 64 à 67 du projet de convention) et deuxièmement, que des normes locales ou nationales d'interprétation ne priment celles d'ordre international. La CCI (par. 21) croit également comprendre que, lorsqu'un terme de livraison particulier comme "à l'usine", "FOB", ou "CAF" a été convenu, même en vertu du texte actuel, l'interprétation dudit terme se fait à l'aide des usages mentionnés à l'article 8. La Suède (par. 9) estime qu'il faudrait inclure une disposition à cet article 8, mais ne propose pas spécifiquement de réintroduire le paragraphe 3 de l'article 9 de la LUVI.

Validité des usages

7. Dans ses observations sur l'article 7, la Norvège (par. 11 et 15) juge qu'en ce qui concerne la validité d'un usage, la disposition pouvait fort bien être transférée à un nouveau paragraphe 3 de l'article 8. Elle propose un nouveau libellé qui se lirait comme suit :

"3. La présente convention ne concerne pas la validité des usages."

Article 9

1. La Hongrie (par. 6) approuve l'article 9, tandis que pour la CCI cet article représente une amélioration considérable par rapport à la définition de la "contravention essentielle" à l'article 10 de la LUVI qui, à son avis, est trop artificielle et difficile à appliquer. Néanmoins, la CCI regrette que la présente définition soit si vague.

2. L'Autriche (par. 2) et les Pays-Bas (par. 8 et 9) préfèrent la définition de la "contravention essentielle" figurant à l'article 10 de la LUVI. Elles font les observations suivantes :

a) Pour les Pays-Bas, l'article 10 de la LUVI offre une plus grande sécurité aux parties concernées par le contrat. En effet, il est bien souvent difficile pour une des parties de savoir — condition requise dans le présent texte — si la partie adverse a subi ou subira un préjudice "important"; les tribunaux peuvent aussi rendre des jugements fort divergents à ce sujet.

b) L'Autriche propose que, si l'on adopte l'article 10 de la LUVI, l'expression "de même qualité" soit supprimée de la version française car elle n'apparaît pas dans le texte anglais, et elle est à la fois ambiguë et superflue.

3. Pour la Yougoslavie (par. 13), la question soulevée à l'article 9 est de savoir ce que l'on entend par "préjudice important", et comment on pourra l'apprécier. La définition de la "contravention essen-

tielle" dans le texte actuel est simple et claire, à la différence de l'article 10 de la LUVI qui est compliqué, difficile à comprendre et difficile à appliquer en pratique. Par ailleurs, la définition dans le texte actuel a une portée moins large que dans l'ancien article de la LUVI qui semble s'appliquer à un plus grand nombre de situations.

4. La République fédérale d'Allemagne (par. 12 et 13) déclare que la référence à la notion vague de "préjudice important" ne permet pas de définir clairement l'expression "contravention essentielle au contrat". Le point à prendre en considération devrait être de savoir si, du fait de la contravention au contrat, la partie lésée n'a plus intérêt à ce que le contrat soit exécuté et si la partie ayant commis la contravention aurait pu prévoir ce résultat au moment de la conclusion du contrat. La République fédérale d'Allemagne propose le texte suivant :

"Une contravention commise par l'une des parties au contrat est essentielle lorsqu'elle a pour résultat que l'autre partie n'a plus intérêt à ce que le contrat soit exécuté et que la partie qui a commis la contravention avait prévu ou avait des raisons de prévoir un tel résultat au moment de la conclusion du contrat."

5. Les Philippines (par. 7) proposent de supprimer le membre de phrase "et que la partie qui a commis la contravention avait prévu ou avait des raisons de prévoir un tel résultat". Si l'on ne supprime pas ces mots, la partie qui a commis la contravention prétendra toujours, pour s'exonérer de toute responsabilité, qu'elle n'a pas prévu et qu'elle n'avait aucune raison de prévoir que la contravention causerait un "préjudice important", à l'autre partie. Il suffirait qu'en fait la contravention ait causé un "préjudice important".

6. L'Autriche (par. 3) suggère, si le texte actuel est maintenu, qu'il faudrait préciser à quel moment la partie ayant commis la contravention doit avoir prévu ou eu des raisons de prévoir le résultat pour que soit remplie la condition qui permet de considérer la contravention comme "essentielle".

Article 10

Paragraphe 1

1. Le Zaïre (par. 10 et 11) déclare qu'il faut déterminer les "moyens appropriés aux circonstances". Comme il existe plusieurs moyens de communication et plusieurs circonstances, il y a lieu de se demander s'il suffit de recourir à n'importe quel moyen de communication.

2. La Norvège (par. 17) propose de supprimer les mots "*Notices provided for by*" dans la version anglaise et de les remplacer par les mots "*Communications under*", ce qui rendrait ce paragraphe applicable à toutes les communications requises par le projet et pas uniquement aux notifications. La Norvège propose également que le mot "un" dans le membre de phrase "par un moyen approprié" soit supprimé et remplacé par "des", ce qui réduirait les risques d'une interprétation selon laquelle un seul moyen de

communication serait approprié aux circonstances. Le texte du paragraphe 1 de l'article 10 proposé par la Norvège se lit comme suit :

"1) Les communications prévues par la présente convention doivent être faites par des moyens appropriés eu égard aux circonstances."

3. Les Etats-Unis (par. 10) proposent de supprimer le paragraphe 1 de l'article 10 tout en reformulant le paragraphe 3 du même article. Le texte de l'article 10, tel qu'il est proposé par les Etats-Unis, figure au paragraphe 11 ci-après.

Paragraphe 2

4. L'Union soviétique (par. 4) propose de modifier la formulation de ce paragraphe pour préciser qu'une communication ne doit pas nécessairement être adressée avant l'envoi de la déclaration de résolution à la partie ayant commis la contravention et que la communication doit se faire par écrit. Le texte proposé par l'URSS se lit comme suit :

"2) Une déclaration de résolution du contrat n'a d'effet que si elle est notifiée à l'autre partie par une communication écrite."

5. Le Pakistan (par. 5) dit qu'en cas de déclaration de résolution la notification doit être adressée suffisamment à l'avance afin que l'on puisse évaluer les raisons de la résolution du contrat et déterminer si elles sont valables.

6. La Norvège (par. 17) soumet une proposition de rédaction.

7. Du fait de leur proposition tendant à supprimer le paragraphe 1 de l'article 10, les Etats-Unis (par. 10) suggèrent que le paragraphe 2 de l'article 10 devienne le paragraphe 1.

Paragraphe 3

8. La Finlande (par. 6), la Norvège (par. 16 et 17) et les Etats-Unis (par. 8 à 10) estiment que le paragraphe 3 de l'article 10 devrait s'appliquer également à des notifications et communications autres que celles mentionnées dans cet article.

9. La Finlande (par. 6) propose que le paragraphe 3 de l'article 10 s'applique également aux communications adressées conformément aux articles 16 (par. 1), 27 (par. 2), 30 (par. 2), 45 (par. 2), 48, 49 et 50 (par. 4).

10. Pour la Norvège (par. 16 et 17), le paragraphe 3 de l'article 10 devrait s'appliquer aux notifications adressées en vertu des paragraphes 1 de l'article 16, 2 de l'article 27, 3 de l'article 47 et 4 de l'article 50. Cependant, la disposition ne devrait pas s'appliquer aux communications adressées en vertu des articles 28, 29 (par. 2 et 3), 44, 46 et 47 (par. 3), deuxième disposition. La Norvège estime qu'on ne voit pas très bien si la disposition doit s'appliquer aux communications adressées en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 63 ou du paragraphe 2 de l'article 65. Elle propose donc le texte suivant :

"3) Si une notification de défaut de conformité, de résolution ou de suspension ou toute communication

requise par le paragraphe 2 de l'article 27 ou le paragraphe 4 de l'article 50 est adressée par un moyen approprié dans le délai requis, le fait qu'elle n'est pas arrivée à destination, qu'elle n'est pas arrivée avant l'expiration de ce délai ou que sa teneur n'a pas été transmise exactement, ne prive pas l'expéditeur du droit de s'en prévaloir."

11. Les Etats-Unis (par. 8 à 10) proposent que le paragraphe 3 de l'article 10 englobe toutes les communications requises par le projet de convention. Une telle politique permettrait à tous les tribunaux de traiter uniformément la question de la transmission des communications qui ont été perdues ou tardives. Elle empêcherait également d'interpréter le paragraphe 1 de l'article 10 de telle sorte qu'une communication adressée par un moyen autre que le moyen approprié aux circonstances n'aurait aucun effet — même si elle arrivait à temps — du fait qu'elle n'avait pas été adressée par un moyen approprié. Les Etats-Unis proposent donc de supprimer le paragraphe 1 de l'article 10, d'affecter le numéro 1 au paragraphe 2 de l'article 10, de modifier la formulation du paragraphe 3 qui deviendrait le paragraphe 2; le texte de l'article se lirait comme suit;

"1) Une déclaration de résolution n'a d'effet que si elle est notifiée à l'autre partie.

"2) Si toute autre notification, demande ou communication prévue par la présente Convention est adressée par un moyen approprié aux circonstances dans le délai requis, le fait qu'elle n'est pas arrivée à destination, qu'elle n'est pas arrivée avant l'expiration de ce délai ou que sa teneur n'a pas été transmise exactement, ne prive pas l'expéditeur du droit de s'en prévaloir."

12. La Pologne (par. 12) estime qu'il faudrait modifier le paragraphe 3 de l'article 10 pour que les droits et obligations soient partagés de manière équitable entre les parties à un contrat de vente de marchandises.

Article 11. — Observations du Groupe de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels

1. Dans son rapport sur les travaux de sa huitième session (A/CN.9/128*, par. 33 à 35), le Groupe de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels fait observer que le texte, dans les différentes langues de l'article 11 du projet de convention et celui de l'article 3 de la Loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale de vente des objets mobiliers corporels (LUF) ne sont pas identiques. Le Groupe de travail note que l'emploi de l'expression "need not be evidenced by writing" dans la version anglaise de l'article 3 de la LUF donnait à entendre que l'article ne réglementait que les questions relatives à la preuve et à la forme appropriée de l'offre et de l'acceptation mais ne privait pas d'effet une règle du droit national prescrivant qu'un contrat de vente international de marchandises doit être fait par écrit pour être valablement formé et reconnu par les tribunaux de ce pays. Il a également été noté que, par contre, la

* Reproduit dans le présent volume, deuxième partie, I, A.

version française utilisait l'expression "aucune forme n'est prescrite pour... ", qui laissait entendre que l'article régissait les questions de validité et l'exécution judiciaire.

2. En attendant que la Commission examine l'article 11 du projet de convention, le Groupe de travail a décidé de placer entre crochets tant l'article 3 de la LUF qu'une variante proposée par le Secrétariat. Cette dernière se lit comme suit :

"Ni la formation ni la validité d'un contrat, ni le droit d'une partie de prouver la formation ou l'une quelconque des dispositions du contrat, ne dépend de l'existence d'un écrit ou de toute autre exigence en ce qui concerne la forme. La formation du contrat, ou l'une quelconque de ses dispositions, peut être prouvée par témoins ou par d'autres moyens appropriés."

3. Par ailleurs, le Groupe de travail fait remarquer qu'il serait possible de parvenir à un compromis sur la question de la forme des contrats en conservant le fond de l'article 3 de la LUF, en précisant que cette disposition est sans préjudice des dispositions contraires du droit des pays dans lesquels l'une et l'autre partie ont leur établissement.

Ensemble de l'article

4. La République fédérale d'Allemagne (par. 14) et la CCI (par. 13 et 14) recommandent de maintenir l'article 11 tel quel.

5. L'URSS (par. 5) propose de supprimer l'article 11. Elle estime que la question de la forme du contrat devrait être réglée par le projet de convention relatif à la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels. Au cas où il serait décidé de maintenir dans la convention une disposition concernant la forme des contrats, il faudrait préciser que les contrats doivent être conclus par écrit dès lors que la législation nationale d'une des parties au contrat l'exige. Par ailleurs, si le contrat n'est pas écrit, l'article 11 devrait prévoir soit la nullité du contrat, soit l'application du droit de l'Etat dont la législation exige la forme écrite.

6. La Bulgarie (par. 2) et les Etats-Unis (par. 11) acceptent l'article 11 tel quel. Cependant, ces deux Etats aimeraient ajouter un deuxième paragraphe prévoyant que le contrat de vente devrait être fait par écrit lorsque la législation d'une des parties l'exige. Les Etats-Unis proposent le texte suivant :

"2) Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent sans préjudice des restrictions autrement valides de la capacité d'une partie de conclure un contrat autrement que dans une forme ou selon des modalités déterminées si ces restrictions sont prescrites par la législation de l'Etat où la partie a son établissement et sont soit connues de l'autre partie, soit généralement connues et régulièrement observées par les parties à des contrats du même type."

7. Pour les Philippines (par. 8), tout contrat de vente, pour que l'exécution puisse en être exigée doit

être constaté par un acte écrit, une note ou un mémorandum. Elles proposent le texte suivant :

"Le contrat de vente, pour que l'exécution puisse en être exigée, doit être constaté par un acte écrit, une note ou un mémorandum signé ou dont l'existence est reconnue par les parties ou par leurs préposés dûment autorisés, encore qu'aucune forme ne soit prescrite. Il peut être prouvé par tous moyens généralement admis par la théorie des preuves."

Preuve par témoins

8. Madagascar (par. 4) et la Yougoslavie (par. 16) acceptent la première phrase de l'article 11 mais proposent de supprimer la deuxième. En effet, la preuve par témoins peut être sujette à caution.

9. Pour le Pakistan (par. 6), lorsqu'un contrat de vente n'est pas fait par écrit, la preuve par témoins devrait être apportée par la Chambre de commerce ou l'association de commerce s'occupant du produit en question.

10. Le Zaïre (par. 12) estime que le projet de convention devrait déterminer à l'article 11 les témoins qui peuvent prouver le contrat car il y a lieu de se demander si les témoins pourraient provenir d'Etats tiers.

Article 13

1. La CCI (par. 15) juge que le nouvel énoncé de l'article 17 de la LUVI, qui figure à présent à l'article 13 du projet de convention, constitue une amélioration.

2. Pour la Pologne (par. 7 et 8), il paraît souhaitable de faire précéder l'article 13 d'une clause générale stipulant que, pour l'interprétation et l'application des clauses d'un contrat, l'intention des parties, de même que le but qu'elles se proposaient d'atteindre, doivent être pris en considération.

Choix de la loi

3. Pour une suggestion de l'URSS concernant le choix de la loi, disposition qui, à son avis, pourrait figurer à l'article 13, voir l'analyse de l'article 4 *bis* proposé.

CHAPITRE III. — OBLIGATIONS DU VENDEUR

Article 14

1. La CCI (par. 16) se félicite de la suppression de l'exigence de "conformité" en tant que condition préalable à la "délivrance" et déclare que la suppression de la distinction entre la non-délivrance (ou délivrance tardive) et la délivrance en un lieu impropre constitue aussi une amélioration.

2. Le Pakistan (par. 7) est d'avis que les documents d'origine devraient de préférence être transmis par l'intermédiaire des banques commerciales autorisées afin d'assurer la réalisation du montant en question.

SECTION 1. — DÉLIVRANCE DE LA CHOSE ET REMISE DES DOCUMENTS

Article 15

Définition de la délivrance

1. La CCI (par. 17) note que le texte ne cherche plus à établir une définition générale de la "délivrance" — ce qui serait très difficile — mais donne la définition de quelques cas parmi les plus importants.

2. Les Etats-Unis (par. 20) font remarquer que l'article 15 tel qu'il est libellé peut être interprété comme une définition de la délivrance. Toutefois la fonction de l'article 15 est, selon eux, de décrire les actes que doit accomplir le vendeur pour remplir son obligation de délivrer, parallèlement aux dispositions de l'article 41, qui énonce les actes que doit accomplir l'acheteur pour prendre livraison. En réalité, dans la plupart des cas où l'acheteur ne prend pas possession de la chose, le vendeur la revendra et il n'y aura jamais eu délivrance à l'acheteur défaillant. Le texte proposé par les Etats-Unis [qui comprend une proposition d'ordre rédactionnel, voir également les observations des Etats-Unis sur le paragraphe 23, a] est le suivant :

"Si le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose en un lieu particulier, l'obligation de délivrer du vendeur consiste :

"a) Lorsque le contrat de vente implique un transport de la chose, en la remise de la chose au premier transporteur pour transmission à l'acheteur;

"b) Lorsque, dans les cas non visés au précédent alinéa, le contrat porte sur

"i) Un corps certain ou

"ii) Une chose du genre qui doit être prélevée sur une masse déterminée ou qui doit être fabriquée ou produite,

et lorsque, au moment de la conclusion du contrat, les parties savaient que la chose se trouvait ou devait être fabriquée ou produite en un lieu particulier, en la mise de la chose à la disposition de l'acheteur en ce lieu;

"c) Dans les autres cas, en la mise de la chose à la disposition de l'acheteur au lieu où le vendeur avait son établissement au moment de la conclusion du contrat."

Conformité de la chose

3. La CCI (par. 16) et les Pays-Bas (par. 11) approuvent la décision de ne plus faire de la conformité de la chose au contrat une condition préalable à la délivrance.

4. Pour la Bulgarie (par. 4), en revanche, il est raisonnable que si la chose délivrée n'est pas conforme au contrat il n'y ait pas délivrance puisque les parties se sont entendues sur une chose bien déterminée. L'exigence de la conformité permettra d'éviter la nécessité d'appliquer toutes les règles de la garantie dans les cas où la chose serait défectueuse.

Délivrance et transfert du risque

5. La Suède (par. 10) voit difficilement pourquoi on a énoncé des règles distinctes pour la délivrance et pour le transfert du risque et pense qu'il devrait être possible de mieux harmoniser ces règles. Voir également les observations de la Bulgarie au paragraphe 6 de la présente analyse.

Alinéa a

6. La Bulgarie (par. 8) propose d'ajouter à l'alinéa a de l'article 15 et au paragraphe 1 de l'article 65 une disposition stipulant que la délivrance s'effectue et que les risques sont transférés par la remise de la chose au premier transporteur.

Alinéas b et c

7. La Bulgarie (par. 3) propose de modifier les alinéas b et c de façon à disposer que la délivrance est effectuée par la remise de la chose par le vendeur, comme dans la LUVI, plutôt que "par la mise de la chose à la disposition de l'acheteur". Cette modification traduirait le fait que la délivrance est un acte bilatéral qui ne peut s'accomplir qu'avec la collaboration de l'acheteur.

8. Les Etats-Unis (par. 20) notent que même si le vendeur remplit son obligation de délivrer par "la mise de la chose à la disposition de l'acheteur" en un lieu particulier, il n'y a pas eu matériellement délivrance parce que la chose n'a pas été remise à l'acheteur ou retirée par lui. Pour le texte proposé par les Etats-Unis, voir le paragraphe 2 ci-dessus.

9. Le Pakistan (par. 8) est d'avis que l'alinéa c de l'article 15 devrait disposer que le lieu de délivrance doit être clairement défini dans le contrat afin d'éviter tout malentendu.

Article 16

Les Philippines (par. 9) et les Etats-Unis [par. 23, alin. b] ont présenté des suggestions d'ordre technique.

Article 17

1. La CCI (par. 22 et 23) propose de modifier les alinéas b et c afin qu'il soit stipulé que le vendeur doit informer l'acheteur de son choix quant à la date de délivrance. Elle propose aussi d'exiger de l'acheteur s'il veut réclamer des dommages-intérêts pour livraison en retard, qu'il le notifie rapidement au vendeur (ou du moins dans des délais raisonnables) après la livraison effective.

2. Le Pakistan (par. 9) propose d'ajouter à cet article une clause selon laquelle en cas de retard les causes de celui-ci devraient être expliquées.

Article 18

La Finlande (par. 7) propose de supprimer l'article 18 qui ne semble pas ajouter quoi que ce soit aux dispositions de l'article 14.

SECTION II. — CONFORMITÉ DE LA CHOSE

Article 19

Paragraphe 1

1. Les Etats-Unis [par. 23, c, et d] proposent deux modifications de forme.

Alinéa b du paragraphe 1

2. La CCI (par. 24) estime que l'expression "a été portée expressément ou tacitement à la connaissance du vendeur lors de la conclusion du contrat" doit se comprendre comme signifiant que la responsabilité du vendeur n'est engagée que si ces fins particulières lui ont été précisées. Si on lui prête un sens différent, il serait bon de clarifier le texte de façon qu'il ne puisse être interprété autrement.

3. L'URSS (par. 6) propose que l'alinéa b du paragraphe 1 se lise comme suit : "b) elle convient à toute fin particulière qui a été portée expressément à la connaissance du vendeur au moment de la conclusion du contrat".

Charge de la preuve

4. La République fédérale d'Allemagne (par. 15 et 16) propose d'inclure un nouveau paragraphe indiquant à qui incombe la charge de la preuve dans un différend relatif à un défaut de conformité de la chose; le texte en est le suivant :

"3) Le vendeur doit prouver que la chose qu'il a délivrée est conforme au contrat. Toutefois, si l'acheteur veut invoquer un défaut de conformité qu'il a découvert après l'expiration du délai avant la fin duquel il devait examiner la chose conformément aux dispositions de l'article 22, l'acheteur doit prouver ledit défaut de conformité. L'acheteur est réputé avoir découvert le défaut de conformité avant l'expiration de ce délai, s'il a notifié le défaut de conformité au vendeur dans un laps de temps raisonnable après l'expiration dudit délai.

Restriction des moyens

5. La Norvège (par. 21 à 23) propose un nouveau paragraphe 3 de l'article 26 s'inspirant de l'article 34 de la LUVI et aux termes duquel l'acheteur ne disposerait que des moyens prévus par la Convention dans les cas de contravention au contrat de la part du vendeur. La Norvège suggère que si la disposition qu'elle a proposée doit être limitée au cas de défaut de conformité, il serait préférable de l'insérer dans l'article 19 en tant que nouveau paragraphe 3. Pour le texte proposé par la Norvège, voir le paragraphe 3 de l'analyse de l'article 26.

Réglementation administrative et droit de la propriété industrielle et intellectuelle

6. La CCI (par. 25 et 26) déclare qu'à son avis les problèmes de la responsabilité du vendeur qui doit veil-

ler à ce que la chose soit conforme à la réglementation administrative et qu'elle n'enfreigne pas les droits de la propriété industrielle ou intellectuelle relèvent de l'article 19. Pour le détail des propositions de la CCI sur ce point, voir le paragraphe 5, b et c de l'analyse de l'article 7.

7. Selon les propositions faites par la Finlande (par. 9) et la Norvège (par. 18) en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 7 et l'article 25, le fait de déterminer que le vendeur a manqué à son obligation de livrer la chose libre des prétentions qu'un tiers ferait valoir en se fondant sur la propriété industrielle ou intellectuelle équivaudrait à une inexécution par le vendeur de son obligation de livrer une chose conforme au contrat.

Article 21

L'Autriche (par. 4) note que même si la dernière phrase de l'article 21 stipule expressément que l'acheteur conserve le droit de réclamer les dommages-intérêts prévus à l'article 55, le paragraphe 1 de l'article 29 ne contient pas de dispositions dans ce sens. L'Autriche estime donc que, comme il n'y a pas de raison de faire une distinction entre les deux articles, il faudrait qu'une telle disposition figure dans les deux articles ou, vu qu'elle n'est pas nécessaire, qu'elle n'apparaisse dans aucun des deux.

Article 22

Paragraphe 1

1. La Finlande (par. 8) propose de supprimer les mots "ou la faire examiner" qui pourraient entraîner des confusions car dans plusieurs dispositions du projet il n'est pas fait référence au fait que des mesures incombant à une partie au contrat pourraient être prises par quelqu'un d'autre. La Finlande ne voit pas pourquoi ces mots devraient figurer dans une disposition et pas dans les autres.

Autres observations

2. Selon le Pakistan (par. 11), il est préférable que l'examen soit effectué avant l'expédition de la chose. L'examen au lieu de destination peut causer des dépenses et des complications.

Article 23

Paragraphe 1

1. Le Pakistan (par. 12) déclare que partout où elle apparaît dans le texte du projet l'expression "délai raisonnable" devrait être clairement expliquée et définie⁵.

⁵ L'expression "délai raisonnable" apparaît dans les articles suivants : 17, c, 23, 1), 27, 2), 29, 2), 30, 2), 45, 2), b, 46, 1), 46, 2), 47, 3), 48, 1), 50, 4) et 56, 1). Des expressions analogues figurent dans les articles 28, 29, 3) et 44.

Paragraphe 2

2. La CCI (par. 28) propose que le délai pendant lequel l'acheteur peut notifier l'absence de conformité de la chose devrait être ramené de deux ans à un an puisque des délais de moins de deux ans sont fréquemment utilisés dans le commerce international.

8. La CCI (par. 29) approuve le libellé de ce paragraphe, car le fait de prévoir une période de garantie plus brève dans le contrat doit être compris comme raccourcissement de la période pendant laquelle l'acheteur peut se prévaloir d'un défaut caché.

Article 25

Propositions de fond

1. Les propositions de fond concernant l'article 25 ont été décrites plus haut aux paragraphes 5 et 6 de l'analyse de l'article 7.

Rapport avec d'autres dispositions

2. Les Etats-Unis (par. 21) proposent de déplacer l'article 25 de manière qu'il précède ou suive immédiatement l'article 19. Il serait alors clair que dans la mesure où le contexte l'autorise, les dispositions figurant aux articles 20 à 24 s'appliqueraient aussi bien aux obligations imposées par l'article 25 qu'à celles imposées par l'article 19.

3. La Norvège (par. 20) estime qu'il faut également considérer le rapport de l'article 25 avec les articles précédents de la section II, en particulier son rapport avec le paragraphe 2 de l'article 23. Elle renvoie pour comparaison aux articles 52 et 53 de la LUVI.

Moyens disponibles en cas de manquement aux obligations prévues à l'article 25

4. La CCI (par. 27) déclare que l'article 25, tel que l'a remanié le Groupe de travail, est incomplet dans la mesure où il n'expose pas les conséquences pouvant résulter du fait que les marchandises ne sont pas libres de droits ou prétentions d'un tiers. Elle propose de réintroduire une disposition semblable à celle qui figure au paragraphe 2 de l'article 25 du rapport du Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels sur les travaux de sa sixième session (A/CN.9/100, annexe I; *Annuaire*. . . 1975, deuxième partie, I, 2).

5. La Norvège (par. 19) pense que l'acheteur devrait en général disposer des moyens prévus par les articles 26 à 33 (et 47 à 49) lorsque le vendeur contrevient aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 25. La question peut se poser de savoir si les articles 27, 2), 31 et 32 devraient s'appliquer aux cas visés à l'article 25, mais si l'on admet que l'existence de prétentions d'un tiers constitue un défaut de conformité de la chose, comme ce devrait être le cas, les dispositions en question s'appliqueraient normalement. Toutefois, il est moins certain que l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 30 s'applique également aux

cas visés à l'article 25, d'autant que la prétention d'un tiers peut être plus ou moins fondée.

SECTION III. — MOYENS DONT DISPOSE L'ACHETEUR EN CAS DE CONTRAVENTION AU CONTRAT PAR LE VENDEUR

Observations générales concernant la section III

1. Les Pays-Bas (par. 10) approuvent la décision du Groupe de travail de réunir en une seule section les conséquences de la contravention au contrat par le vendeur.

2. L'URSS (par. 18) suggère d'envisager la possibilité de fusionner les dispositions concernant les moyens disponibles en cas de contravention au contrat par le vendeur (sect. III du chap. III) et par l'acheteur (sect. III du chap. IV).

3. La CCI (par. 31) note qu'un système global de sanctions visant la défaillance du vendeur en matière de délivrance autant que le défaut de conformité peut paraître attrayant en raison de sa simplicité. Toutefois, elle estime que la délivrance de choses défectueuses et le pur défaut de délivrance suscitent des problèmes de nature différente et que les règles à appliquer doivent être plus ou moins différenciées dans le projet. A son avis, la préférence pour un système global de sanctions qu'atteste le projet peut par conséquent être plus une question de présentation que de fond. Néanmoins la CCI ne s'oppose pas à l'approche adoptée, à condition que les sanctions pour les diverses sortes de contraventions soient suffisamment différenciées.

4. La Yougoslavie (par. 14) note que les dispositions relatives aux sanctions en cas de contravention au contrat sont concises et simplifiées mais que ce n'est pas sans inconvénients du point de vue de la systématisation et de la clarté. Si cela a permis de réduire le nombre d'articles, il a fallu en revanche faire des renvois fréquents à d'autres articles de la Convention. Cette méthode risque de gêner en particulier les hommes d'affaires pour qui elle est mal commode.

5. Bien que la Suède (par. 4 à 6) juge acceptable la structure du projet où tous les recours disponibles en cas de contravention au contrat par le vendeur sont traités dans une section et tous les recours disponibles en cas de contravention au contrat par l'acheteur, dans une autre section, elle estime que cette formule n'est pas sans inconvénients.

Article 26

Ensemble de l'article

1. L'Union soviétique (par. 7) déclare que si le paragraphe 1 de cet article signifie que l'acheteur peut à la fois obtenir des dommages-intérêts et exercer les droits prévus aux articles 27 à 33, et non soit l'un soit l'autre, elle ne voit pas bien quel est l'objet du paragraphe 2.

2. Le Pakistan (par. 14) déclare que les règles contenues aux paragraphes 2 et 3 de l'article ne devraient

s'appliquer qu'à condition que cela soit prévu dans le contrat.

Limitation du nombre des moyens

3. Les Pays-Bas (par. 10) et la Norvège (par. 21 à 23) proposent l'adoption d'une disposition supplémentaire semblable à l'article 34 de la LUVI selon laquelle l'acheteur n'a pas de droits autres que ceux qui lui sont conférés par le projet de convention. La Norvège propose d'insérer le nouveau paragraphe 3 ci-après entre l'actuel paragraphe 2 et l'actuel paragraphe 3 :

"3) Les droits reconnus à l'acheteur par la présente Convention excluent tous autres moyens fondés sur un défaut de conformité de la chose [ou sur le fait que le vendeur a manqué à ses obligations de quelque autre manière], excepté en cas de vol ou fraude."

La Norvège est d'avis cependant que si l'on estime que cette disposition ne devrait viser que les cas de contravention au contrat (on supprimerait alors les mots entre crochets), la nouvelle disposition devrait être insérée dans l'article 19 en tant que nouveau paragraphe 3.

Notification de réclamation pour délivrance tardive

4. La Suède (par. 11) suggère que si le vendeur n'ayant pas délivré la chose à temps l'acheteur veut réclamer des dommages-intérêts pour cause de retard, il faudrait qu'il soit tenu de le faire dans un délai spécifié.

Article 27

Droit de l'acheteur d'exiger la réparation des défauts

1. La Yougoslavie (par. 15), la CCI (par. 32 à 34) et la Suède (par. 12) ont présenté des observations sur la question de savoir si le texte actuel de l'article 27 autorise l'acheteur à exiger du vendeur qu'il remédie aux défauts de la chose.

a) La Yougoslavie estime que ce n'est pas le cas et propose d'insérer la disposition de l'article 42 de la LUVI qui confère ce droit à l'acheteur. Cette disposition de l'article 42 se lit comme suit :

"1. L'acheteur peut exiger du vendeur l'exécution du contrat :

"a) Si la vente a porté sur une chose de la production ou fabrication du vendeur : par la réparation des défauts, à condition que le vendeur soit en mesure de les réparer".

b) Pour la CCI, il n'est pas clair si l'acheteur peut exiger du vendeur qu'il remédie à tout défaut de la chose.

c) La Suède partage l'avis exprimé au paragraphe 3 du commentaire relatif à l'article 27 (A/CN.9/116, annexe II; *Annuaire*. . . 1976, deuxième partie, I, 3) selon lequel le texte de l'article 27 donne ce droit à l'acheteur.

d) La CCI et la Suède estiment toutes deux que le droit d'exiger qu'il soit remédié à un défaut doit avoir pour condition que la réparation puisse être faite par le vendeur sans qu'il lui en coûte des frais déraisonnables. La Suède suggère de préciser ce point au paragraphe 2 de l'article 27.

Chose en remplacement

2. La CCI propose que le droit de l'acheteur d'exiger une chose de remplacement lorsqu'un défaut de conformité constitue une contravention essentielle devrait être expressément limité à des choses de genre comme le prévoit l'article 42, paragraphe 1, c, de la LUVI. Il devrait être également précisé que l'obligation de livrer une chose de remplacement doit avoir pour condition que cela peut être fait par le vendeur sans qu'il lui en coûte des efforts ou des frais déraisonnables.

3. La Norvège (par. 24 et 25) recommande que le délai dans lequel peut être exigée la délivrance de choses nouvelles en remplacement, délai indiqué au paragraphe 2, soit applicable à toute demande d'exécution dans les cas où le vendeur a délivré la chose mais où celle-ci n'est pas conforme au contrat. La Norvège propose de supprimer le paragraphe 2 et de le remplacer par le texte suivant :

"2. Lorsque le vendeur a délivré la chose mais que celle-ci n'est pas conforme au contrat, l'acheteur perd son droit d'exiger l'exécution, à moins que cette demande ne soit faite au moment de la dénonciation visée à l'article 23 ou dans un délai raisonnable après cette dénonciation.

"3. En cas de défaut de conformité de la chose au contrat, l'acheteur ne peut exiger du vendeur la délivrance de choses nouvelles en remplacement que si le défaut de conformité constitue une contravention essentielle au contrat."

Voir également les propositions norvégiennes relatives à l'article 28.

Non-délivrance

4. La Suède (par. 13) est d'avis qu'en cas de non-délivrance l'acheteur ne devrait pouvoir exiger du vendeur qu'il délivre la chose que s'il présente sa demande dans un délai raisonnable après la dernière échéance prévue pour la délivrance.

Article 28

Effet de la demande d'exécution sur le régime des sanctions pendant que court un délai supplémentaire

1. L'Union soviétique (par. 8) soulève la question de savoir si l'article 28 devrait être interprété comme signifiant que les sanctions prévues dans le contrat (en cas de délivrance tardive, par exemple) doivent également être considérées comme un moyen dont l'acheteur ne peut se prévaloir avant l'expiration du délai supplémentaire prévu dans cet article.

Sanctions dans les cas où l'exécution a lieu avant l'expiration d'un délai supplémentaire

2. La CCI (par. 37) estime que l'article 28 doit se comprendre comme suit : si l'exécution suit immédiatement une demande, l'acheteur ne peut résilier le contrat du fait d'une délivrance tardive; toutefois, une telle demande peut être comprise comme l'acceptation de ne recevoir la chose que si la livraison suit rapidement.

3. La Finlande (par. 10), la République fédérale d'Allemagne (par. 17 et 18), et la Norvège (par. 26 à 29) proposent d'indiquer clairement que l'acheteur conserve son droit de se prévaloir des moyens appropriés après l'expiration du délai.

a) La Finlande propose d'ajouter à cet article la phrase suivante :

"Après l'expiration du délai, l'acheteur peut se prévaloir de tout moyen qui n'est pas incompatible avec l'exécution du contrat par le vendeur conformément à la demande de l'acheteur."

b) La République fédérale d'Allemagne propose d'ajouter la phrase suivante :

"Toutefois, l'acheteur n'est déchu d'aucun droit qu'il pourrait avoir à des dommages-intérêts en cas de retard dans l'exécution."

c) Pour la Norvège, voir la troisième phrase de sa proposition reproduite au paragraphe suivant de la présente analyse.

Autres propositions

4. La Norvège déclare que le but principal de l'article 28 n'est pas d'établir le droit de demander l'exécution du contrat, mais de réglementer la faculté qu'a l'acheteur de fixer un délai supplémentaire pour l'exécution; le texte devrait faire ressortir plus nettement cet objectif. C'est pourquoi la Norvège propose le texte suivant :

"Sous réserve des dispositions de l'article 27, l'acheteur peut fixer un délai supplémentaire d'une durée raisonnable pour l'exécution du contrat par le vendeur. Avant l'expiration de ce délai, l'acheteur ne peut se prévaloir d'aucun moyen, à moins que le vendeur ne déclare qu'il ne se conformera pas à la demande d'exécution. Après l'expiration du délai, l'acheteur peut se prévaloir de tout moyen dont il dispose encore et qui n'est pas incompatible avec l'exécution par le vendeur de ce qu'a demandé l'acheteur."

5. La Norvège déclare également que lorsque l'acheteur ne fixe pas un délai supplémentaire d'une durée déterminée comme indiqué dans le texte qu'elle a proposé (par. 4 ci-dessus), l'effet suspensif de la demande d'exécution de l'acheteur doit être d'une durée raisonnable. Toutefois, la Norvège estime que ce délai de durée raisonnable indéterminée ne devrait pas avoir pour effet d'autoriser l'acheteur à déclarer la résolution du contrat en vertu de l'article 30, paragraphe 1, b. C'est pourquoi, la Norvège propose de modifier l'article 30 (voir paragraphe 9 de l'analyse de l'arti-

cle 30) ainsi que d'insérer le texte suivant, qui constituerait un nouveau paragraphe 2 de l'article 28 :

"2. Lorsque l'acheteur demande au vendeur d'exécuter le contrat sans fixer de délai supplémentaire conformément au paragraphe 1 du présent article, il est présumé avoir fixé, dans sa demande, un délai de durée raisonnable [aux fins des dispositions dudit paragraphe]."

6. La Suède (par. 14) note que l'article 28 ne s'applique pas si "un délai supplémentaire d'une durée raisonnable" n'est pas mentionné dans la demande d'exécution. Toutefois, elle estime que même dans les cas où aucun délai n'a été indiqué tout comme dans les cas où le délai est plus court et ne peut être qualifié de "raisonnable" (par exemple lorsque l'expression "sans délai" est utilisée), l'acheteur ne devrait pas être autorisé à déclarer la résolution du contrat si la délivrance est effectuée immédiatement ou dans le délai indiqué.

Demande de réparation du défaut

7. Dans ses observations relatives à l'article 30 de l'alinéa b du paragraphe 1, la République fédérale d'Allemagne (par. 23 et 24) propose de reconnaître à l'acheteur le droit de déclarer la résolution du contrat dans le cas où le vendeur ne répare pas un défaut de conformité de la chose après avoir été requis de le faire en vertu de l'article 28. Pour le texte proposé, voir le paragraphe 3 de l'analyse de l'article 30.

8. Pour les autres propositions concernant le droit de l'acheteur de demander au vendeur de réparer un défaut d'exécution, voir le paragraphe 1 de l'analyse de l'article 27. Pour les propositions concernant le droit du vendeur de réparer le défaut, voir le paragraphe 1 de l'analyse de l'article 29.

Article 29

Rapport entre le droit de demander la réparation d'un défaut d'exécution et d'autres sanctions

1. La Finlande (par. 11) et la République fédérale d'Allemagne (par. 20 à 22) notent que le droit du vendeur de réparer un manquement à ses obligations est limité aux cas où cela ne cause à l'acheteur ni inconvénients, ni frais déraisonnables. La Finlande est par conséquent d'avis que le droit du vendeur de réparer un manquement à ses obligations doit l'emporter sur celui de l'acheteur de déclarer la résolution du contrat ou la réduction du prix, et elle ajoute que ce résultat peut s'obtenir en supprimant ce qui vient après les mots "frais déraisonnables". En revanche, la République fédérale d'Allemagne propose de ne supprimer que les mots "ou la réduction du prix conformément à l'article 31". En outre, elle estime qu'il faudrait préciser à l'article 31 que le droit du vendeur de réparer un manquement à ses obligations conformément aux dispositions de l'article 29, 1) l'emporte sur le droit de l'acheteur de déclarer la réduction du prix.

Paragraphe 1

2. Comme il a été noté dans l'analyse de l'article 21, l'Autriche (par. 4) propose de libeller de façon identique l'article 21 et le paragraphe 1 de l'article 29, la disposition selon laquelle l'acheteur conserve le droit de réclamer les dommages-intérêts prévus à l'article 55.

Paragraphes 2 et 3

3. La CCI (par. 38) recommande de supprimer les mots "ou, s'il n'a indiqué aucun délai, dans un délai de durée raisonnable" au paragraphe 2 ainsi que les mots "ou d'un délai de durée raisonnable" au paragraphe 3. Le vendeur n'aurait ainsi un délai supplémentaire pour exécuter le contrat que dans les cas où il a demandé à l'acheteur s'il est prêt à accepter l'exécution dans un délai indiqué.

4. La Suède (par. 15) suggère de limiter la règle du paragraphe 2 aux cas où le vendeur a indiqué dans sa demande un délai raisonnable dans lequel il a l'intention d'exécuter le contrat. Si un tel délai n'est pas indiqué, il peut arriver que l'acheteur juge si évident qu'on ne peut lui prêter l'intention d'accepter la chose qu'il ne se donnera pas la peine de répondre.

5. Les Etats-Unis (par. 23, e) proposent des modifications de forme concernant les paragraphes 2 et 3.

*Article 30**Résolution de plein droit*

1. La Hongrie (par. 6), la CCI (par. 30) et la Yougoslavie [par. 8, a] approuvent la suppression des dispositions relatives à la résolution de plein droit et leur remplacement par une règle selon laquelle la résolution n'a lieu que sur notification de sa décision adressée par la partie innocente. La Yougoslavie fait observer que la doctrine de la résolution de plein droit pourrait avoir des conséquences graves et dommageables pour les pays en développement.

2. Les Pays-Bas (par. 12 à 14) observent que la suppression de la résolution de plein droit rend plus clairs les articles 26, 30 et 62 de la LUVI mais que cette sanction ne soulève pas des problèmes aussi graves lorsque les usages commerciaux obligent l'acheteur à effectuer un achat de remplacement, le vendeur n'ayant pas délivré la chose ou celle-ci n'étant pas conforme au contrat, et que cela est raisonnablement possible, ou lorsque ces usages obligent le vendeur à revendre la chose et que cela est raisonnablement possible. Dans ces deux cas, les articles 25 et 61 de la LUVI disposent que le contrat est résolu de plein droit. Cette solution présente l'avantage d'éviter qu'une partie puisse spéculer sur l'orientation des prix en différant sa décision concernant l'exécution ou la résolution lorsqu'un achat de remplacement ou une vente compensatoire est conforme aux usages et possible.

Paragraphe 1, b

3. La République fédérale d'Allemagne (par. 23 et 24) propose que l'acheteur ait également le droit de déclarer la résolution du contrat lorsque le vendeur ne répare pas un défaut de conformité de la chose dans un délai supplémentaire raisonnable ou lorsqu'il ne délivre pas la chose dans ce délai. La République fédérale d'Allemagne fait observer que dans bien des cas les intérêts de l'acheteur seront tout aussi lésés par un défaut de conformité que si la chose n'a pas été délivrée au moment convenu. Elle propose le texte suivant :

"b) Si le vendeur a été requis d'exécuter le contrat ou de réparer un défaut de conformité conformément à l'article 28 et s'il ne s'est pas conformé à cette demande à l'expiration du délai supplémentaire fixé par l'acheteur conformément à cet article ou s'il a déclaré qu'il ne se conformerait pas à cette demande."

4. La Bulgarie (par. 6) propose de supprimer l'alinéa b du paragraphe 1, ce qui aurait pour effet qu'un contrat ne pourrait être résolu qu'en cas de contravention essentielle.

5. La République fédérale d'Allemagne (par. 23) et la CCI (par. 39) estiment que des défauts insignifiants ne devraient pas donner à l'acheteur le droit de déclarer la résolution du contrat en invoquant l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 30. La République fédérale d'Allemagne pense que cette solution semble aller de soi et qu'en conséquence il est inutile de lui consacrer une disposition expresse. La CCI (par. 39) observe que si une partie seulement des marchandises manque ou qu'un défaut n'a pas été réparé dans un délai supplémentaire, la situation devrait être de celles visées à l'alinéa a et qu'une contravention essentielle devrait être la condition préalable de la résolution. Toutefois, la CCI n'indique pas si elle pense que telles sont les conséquences découlant du projet actuel ou que le texte doit être modifié.

6. La Norvège (par. 30) propose d'apporter une modification de forme à l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 30 si ces propositions relatives à l'article 28 sont adoptées.

Paragraphe 2

7. La CCI (par. 40) approuve l'introduction des dispositions relatives à la déchéance du droit à la résolution.

8. La Bulgarie (par. 6) propose de simplifier le paragraphe 2. Selon elle, l'acheteur devrait être déchu de son droit de déclarer la résolution du contrat s'il a accepté l'exécution malgré un défaut de conformité sans avoir protesté immédiatement.

9. La Norvège (par. 31) propose d'apporter une modification de forme à l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article 30 si ses propositions relatives à l'article 28 sont adoptées. Le nouveau texte proposé fait en outre référence à l'article 29. Il est ainsi conçu :

"b) En cas de contravention autre que la délivrance tardive, après qu'il a eu connaissance ou

aurait dû avoir connaissance de cette contravention, ou après l'expiration de tout délai supplémentaire applicable conformément aux articles 28 ou 29."

Article 31

1. La Finlande (par. 11) et la République fédérale d'Allemagne (par. 20 à 22) estiment qu'il faudrait préciser que le droit du vendeur de réparer un défaut d'exécution découlant de l'article 29 doit prévaloir sur le droit de l'acheteur de déclarer la réduction du prix. Les deux Etats proposent à cette fin des amendements à l'article 29. La République fédérale d'Allemagne propose également de modifier l'article 31 de façon à bien y préciser ce point mais ne présente pas d'amendement.

2. Le Pakistan (par. 15) pense que la réduction du prix devrait être clairement définie dans le contrat ou faire l'objet par la suite d'accord mutuel.

3. Les Etats-Unis (par. 23, d) proposent une modification de forme.

Article 32

Paragraphe 2

1. L'URSS (par. 9) propose de remplacer au paragraphe 2 le mot "et" après les mots "si le défaut d'exécution intégrale" par les mots "et/ou", étant donné que l'une ou l'autre de ces circonstances peut constituer à elle seule une contravention essentielle au contrat (soit que le vendeur ne délivre qu'une partie de la chose, soit que la chose délivrée ne soit pas conforme au contrat) et qu'elles ne doivent pas obligatoirement être réunies.

Proposition tendant à l'insertion d'un nouveau paragraphe 3

2. La Norvège (par. 39) indique que si l'amendement au paragraphe 2 de l'article 48 qu'elle a proposé n'est pas adopté, on pourrait ajouter à l'article 32 un nouveau paragraphe 3 disposant que si l'acheteur déclare la résolution du contrat en ce qui concerne une livraison, il peut également la déclarer en ce qui concerne aussi bien les livraisons antérieures que les livraisons futures. Pour le texte proposé, voir le paragraphe 2 de l'analyse de l'article 48.

CHAPITRE IV. — OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

SECTION I. — PAIEMENT DU PRIX

Article 36

1. Le Pakistan (par. 16) et l'URSS (par. 10) déclarent que le prix doit être déterminé ou déterminable. L'URSS propose donc de supprimer cet article.

2. La CCI (par. 41 et 42) propose de modifier l'article 36 de façon que si un contrat a été conclu mais n'indique pas le prix expressément ou par référence tacite, le prix soit celui habituellement pratiqué à la date

de la délivrance plutôt que le prix prévalant au moment de la conclusion du contrat.

3. Les Etats-Unis [par. 23, f] proposent une modification de forme.

Article 39

Paragraphe 1

1. La Finlande (par. 12) pense que la deuxième phrase du paragraphe 1 n'ajoute rien à la première et propose de la supprimer.

Paragraphe 2

2. Les Etats-Unis [par. 23, g] proposent une modification de forme.

Paragraphe 3

3. Le Pakistan (par. 16) pense que la durée du délai pendant lequel la chose peut être examinée doit être précisée.

Article 40

L'URSS (par. 11) propose de libeller l'article 40 comme suit :

"L'acheteur est tenu de payer le prix à la date fixée au contrat ou résultant du contrat ou de la présente convention, sans qu'il soit besoin d'aucun rappel ou d'aucune autre formalité de la part du vendeur."

SECTION II. — PRISE DE LIVRAISON

SECTION III. — MOYENS DONT DISPOSE LE VENDEUR EN CAS DE CONTRAVENTION AU CONTRAT PAR L'ACHETEUR

Observations générales au sujet de la section III

L'URSS (par. 18) propose d'envisager la possibilité de combiner les dispositions concernant les moyens dont dispose l'acheteur en cas de contravention au contrat par le vendeur (chap. III, sect. III) et les moyens dont dispose le vendeur en cas de contravention au contrat par l'acheteur (chap. IV, sect. III).

Article 42

L'URSS (par. 12) pense que cet article suscite les mêmes doutes que l'article 26, c'est-à-dire que si le paragraphe 1 doit être interprété comme signifiant que le vendeur pourrait simultanément demander des dommages-intérêts et exercer les droits prévus aux articles 43 à 46 et non pas qu'il doit choisir entre l'une ou l'autre solution, le sens du paragraphe 2 n'est pas clair.

Article 43

1. Les Philippines (par. 10) et les Etats-Unis (par. 12 à 14) proposent que le droit du vendeur

d'exiger de l'acheteur l'exécution de ses obligations soit subordonné aux conditions suivantes.

2. Les Philippines proposent que le vendeur ne puisse exiger de l'acheteur l'exécution de ses obligations que s'il s'est préalablement lui-même acquitté des obligations découlant pour lui du contrat. Les Philippines proposent de libeller l'article 43 comme suit :

"Le vendeur, après qu'il s'est dûment acquitté des obligations découlant pour lui du contrat, peut exiger de l'acheteur le paiement du prix, la prise de livraison de la chose ou l'exécution de l'une quelconque des autres obligations de l'acheteur, à moins qu'il ne se soit prévalu d'un moyen incompatible avec ces exigences d'exécution."

3. Les Etats-Unis proposent que le vendeur ne puisse exiger de l'acheteur l'exécution de ses obligations, en particulier l'obligation de payer le prix et de prendre livraison de la chose, que s'il n'est pas raisonnable pour le vendeur de diminuer la perte pouvant résulter de la contravention au contrat en vendant la chose sur le marché. Le texte de l'article 43 proposé par les Etats-Unis est le suivant :

"Le vendeur peut exiger que l'acheteur le paiement du prix, la prise de livraison de la chose ou l'exécution de l'une quelconque des autres obligations de l'acheteur, à moins qu'il ne se soit prévalu d'un moyen incompatible avec ces exigences d'exécution ou à moins que, dans les circonstances, le vendeur ne doive raisonnablement diminuer la perte subie du fait de la contravention en revendant la chose."

4. Les Etats-Unis poursuivent en proposant une autre solution de rechange qui consisterait à modifier l'article 59 (voir le paragraphe 2 de l'analyse de l'article 59). Les Etats-Unis ajoutent en conclusion que, si aucune de ces propositions n'est adoptée, il serait souhaitable de limiter l'action en paiement du prix au cas où l'acheteur a accepté la chose ou à ceux où la chose a été détruite ou endommagée après le transfert des risques.

5. La Suède (par. 13) déclare que lorsque l'acheteur n'a pas payé le prix le vendeur ne devrait pouvoir exiger de lui l'exécution de ses obligations que s'il en a fait la demande dans un délai d'une durée raisonnable après l'expiration de la date limite fixée pour le paiement du prix.

Article 44

Propositions et observations similaires à celles relatives à l'article 28

1. La Finlande (par. 13), la République fédérale d'Allemagne (par. 19) et la Norvège (par. 32) estiment que si leurs propositions relatives à l'article 28 sont acceptées, il conviendrait d'apporter à l'article 44 des amendements similaires (dans le cas de la Norvège) ou identiques.

2. L'URSS (par. 13) estime que l'article 44 suscite les mêmes doutes que l'article 28, c'est-à-dire qu'on

ne sait pas si cette disposition doit être interprétée comme signifiant qu'une pénalité prévue dans le contrat (par exemple en cas d'exécution tardive) doit être considérée comme un moyen dont l'acheteur ne peut se prévaloir durant le délai supplémentaire dont il est question dans cet article.

Non-indication d'un délai approprié

3. La Suède (par. 14) rappelle que l'article 44 ne s'applique pas si "un délai supplémentaire d'une durée raisonnable" n'est pas indiqué dans la demande d'exécution du contrat. Toutefois, fait-elle observer, même si aucun délai n'a été indiqué ou s'il a été indiqué un délai d'une durée moins que raisonnable (par exemple lorsque l'expression "sans délai" est utilisée), le vendeur ne devrait pas pouvoir déclarer la résolution du contrat si celui-ci est exécuté soit immédiatement soit dans le délai indiqué.

4. La Norvège (par. 32) propose un nouveau paragraphe relatif au droit de l'acheteur de demander au vendeur de lui faire savoir s'il accepterait l'exécution; cette disposition s'inspire de l'article 29. Si les propositions de la Norvège dont il est question au paragraphe 1 de la présente analyse sont acceptées, ce nouveau paragraphe constituerait le paragraphe 3 de l'article 44. Le texte proposé par la Norvège est libellé comme suit :

"3) Lorsque le vendeur n'a pas demandé l'exécution du contrat, l'acheteur peut demander au vendeur de lui faire savoir s'il accepte l'exécution. Si le vendeur ne lui répond pas dans un délai de durée raisonnable, l'acheteur peut exécuter le contrat dans le délai qu'il a indiqué dans sa demande ou, s'il n'a indiqué aucun délai, dans un délai de durée raisonnable. Le vendeur ne peut pas, avant l'expiration de l'un ou l'autre de ces délais, se prévaloir d'une sanction qui est incompatible avec l'exécution du contrat par l'acheteur. Lorsque l'acheteur avise le vendeur qu'il exécutera le contrat avant l'expiration d'un délai déterminé ou d'un délai de durée raisonnable, il est présumé demander au vendeur de lui notifier sa décision conformément au présent paragraphe."

Article 45

Résolution de plein droit

1. Les observations relatives à la résolution de plein droit de la Hongrie (par. 6), de la CCI (par. 30) de la Yougoslavie [par. 8, a] qui sont résumées au paragraphe 1 de l'analyse de l'article 30 et celles des Pays-Bas (par. 12 à 14) qui sont résumées au paragraphe 2 de l'analyse de l'article 30 s'appliquent également à l'article 45.

Paragraphe 1

2. La CCI (par. 43 à 45) propose que le paragraphe 2 de l'article 45 soit modifié de façon à ce qu'un fois que le vendeur a autorisé l'acheteur à prendre possession de la chose, il ne puisse la lui reprendre à moins que l'acheteur n'ait pas payé le prix dans le délai supplémentaire fixé par le vendeur conformément à

l'article 44. La CCI estime que lorsque l'acheteur n'a pas encore pris livraison de la chose la règle énoncée dans le texte actuel de l'article 45, à savoir que le vendeur a le droit de déclarer immédiatement la résolution du contrat en cas de contravention essentielle, est acceptable.

3. La Suède (par. 4) estime que si l'acheteur a payé le prix mais n'a pas pris livraison de la chose, il n'y a aucune raison d'autoriser le vendeur à déclarer la résolution du contrat. Il suffirait de reconnaître au vendeur la possibilité de vendre la chose pour le compte de l'acheteur.

Paragraphe 1, b

4. La Bulgarie (par. 6) propose de supprimer l'alinéa *b* du paragraphe 1, ce qui aurait pour résultat qu'un contrat ne pourrait être déclaré résolu qu'en cas de contravention essentielle.

5. La Norvège (par. 32) fait observer que, si sa proposition relative à l'article 28 est acceptée, l'article 44 devrait être modifié comme il est indiqué au paragraphe 32 de ses observations et que l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 45 devrait être modifié de façon à coïncider avec l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 30, modifié comme elle l'a proposé au paragraphe 30 de ses observations.

6. Les Etats-Unis (par. 22) rappellent que dans les ventes internationales l'acte essentiel par lequel l'acheteur exécute son obligation est souvent non pas le paiement effectif du prix, mais l'établissement d'une lettre de crédit ou d'une caution bancaire. En conséquence, ils proposent de modifier l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 45 de façon à ce qu'il se lise comme suit :

"*b*) Si l'acheteur a été requis conformément à l'article 44 de payer le prix, ou de prendre les mesures nécessaires concernant le paiement exigées en vertu de l'article 35, ou de prendre livraison, et s'il n'a pas satisfait à cette demande à l'expiration du délai supplémentaire fixé par le vendeur conformément à l'article 44 ou a déclaré qu'il ne se conformerait pas à la demande d'exécution."

Paragraphe 2

7. La Bulgarie (par. 6) propose de simplifier le paragraphe 2 de l'article 45. Selon elle, le vendeur devrait être déchu de son droit de déclarer la résolution du contrat s'il a accepté une exécution qui n'est pas conforme au contrat sans protester immédiatement.

8. La CCI (par. 46) propose de modifier le paragraphe 2 de l'article 45 de façon à ce que le vendeur soit tenu de réagir à la contravention commise par l'acheteur dans un délai de durée raisonnable à partir de la découverte de l'existence de la contravention et doive décider s'il déclarera la résolution du contrat à l'expiration d'un délai supplémentaire fixé par lui ou fixer un nouveau délai supplémentaire.

9. La Norvège (par. 33 à 37) propose que le paragraphe 2 de l'article 45 établisse une distinction entre le paiement tardif et les autres types d'exécution

tardive. Le droit de déclarer la résolution du contrat en raison d'un paiement tardif devrait rester ouvert jusqu'à ce que le paiement ait été intégralement effectué. Cependant, une fois le prix payé en totalité, il devrait être trop tard pour que le vendeur puisse déclarer la résolution du contrat en se prévalant du paiement tardif.

10. La Norvège propose également que pour toutes les autres contraventions (y compris la prise de livraison tardive), le vendeur puisse déclarer la résolution du contrat, même après avoir reçu le prix s'il a demandé l'exécution par l'acheteur en invoquant l'article 44. Cette solution serait préférable à celle selon laquelle, lorsque l'acheteur a payé le prix, le vendeur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat quelle que soit la nature de la contravention.

11. La Norvège propose pour ces raisons de libeller le texte du paragraphe 2 de l'article 45 de la façon suivante :

"2) Cependant, lorsque l'acheteur a payé le prix, le vendeur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il ne l'a pas fait :

"*a*) En cas de paiement tardif, avant d'avoir su que le paiement avait été effectué; ou

"*b*) En cas de contravention autre que le paiement tardif, dans un délai raisonnable après qu'il a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance de cette contravention ou après l'expiration de tout délai supplémentaire applicable conformément à l'article 44."

Article 46

La Norvège (par. 38) propose de libeller comme suit la dernière phrase du paragraphe 2 :

"Si l'acheteur n'utilise pas cette possibilité après avoir reçu la demande, la spécification effectuée par le vendeur est obligatoire."

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS COMMUNES AUX OBLIGATIONS DU VENDEUR ET DE L'ACHETEUR

SECTION 1. — CONTRAVENTION ANTICIPÉE

Les Etats-Unis (par. 16) proposent de compléter le titre de la section I du chapitre V de façon qu'il se lise comme suit : "Section I. Contravention anticipée; contrats à livraisons successives". Cette proposition va de pair avec celle que les Etats-Unis font au sujet du paragraphe 1 de l'article 48.

Article 47

Relation entre les articles 47 et 49

1. La Bulgarie (par. 7) observe que le libellé actuel des articles 47 et 49 ne fait pas apparaître une différence claire entre ces deux dispositions. Elle ajoute que l'article 49 semble superflu à moins d'être incorporé dans l'article 47.

2. La Suède (par. 16) et la CCI (par. 47 et 48) estiment en revanche que la règle générale énoncée à l'article 49, selon laquelle une partie ne peut déclarer la résolution du contrat avant la date de l'exécution que s'il est manifeste que l'autre partie commettra une contravention essentielle au contrat, doit prévaloir sur la règle de l'article 47. Pour la Suède, l'article 47 ne devrait permettre que la suspension de l'exécution. La CCI pense que l'article 47 pourrait donner lieu à un abus de la part de l'une des parties qui exigerait une garantie de l'autre, par exemple une lettre de crédit ou une garantie de bonne exécution, alors qu'une telle garantie n'aurait pas figuré dans le contrat au moment de sa conclusion. En conséquence, elle propose de supprimer la dernière partie du paragraphe 3 (après les mots "et elle doit procéder" dans la première phrase) ainsi que toute référence à une "assurance suffisante".

Paragraphe 1

3. Les Etats-Unis [par. 23, h] proposent une modification de forme.

Paragraphe 2

4. La Finlande (par. 14) propose de supprimer la deuxième phrase du paragraphe 2 qui semble ne rien ajouter à l'article 7.

Article 48

Résolution partielle

1. Les Etats-Unis (par. 15) notent qu'il n'existe, au profit du vendeur, aucune disposition lui permettant de déclarer la résolution partielle du contrat analogue à la disposition de l'article 32 qui autorise l'acheteur à le faire. Ils font observer que si l'inexécution par l'acheteur d'une obligation relative à une livraison est suffisamment grave, le vendeur devrait être autorisé à refuser d'exécuter ses propres obligations relatives à cette même livraison, même si l'inexécution de son obligation par l'acheteur ne lui donne pas de justes raisons de craindre une contravention essentielle lors de livraisons futures. Les Etats-Unis proposent donc d'ajouter un nouveau paragraphe 1 à l'article 48 et de renuméroter en conséquence les paragraphes actuels 1 et 2 qui deviendraient les paragraphes 2 et 3. Le texte proposé par les Etats-Unis est ainsi libellé :

"1) Dans les contrats à livraisons successives, si l'inexécution par l'une des parties d'une obligation relative à une livraison constitue une contravention essentielle eu égard à ladite livraison, l'autre partie peut déclarer la résolution du contrat en ce qui concerne cette livraison."

Paragraphe 2

2. La Norvège (par. 39) propose de modifier le paragraphe 2 ou, à défaut, d'ajouter un nouveau paragraphe 3 à l'article 32, de façon à ce que si l'acheteur déclare la résolution du contrat en ce qui concerne une livraison quelconque, il lui soit possible

de déclarer la résolution du contrat pour les livraisons déjà reçues au même titre que pour les livraisons futures. Elle propose de libeller comme suit le paragraphe 2 :

"2) Si l'acheteur déclare la résolution du contrat pour une livraison quelconque [dans un contrat à livraisons successives] et si, en raison de leur connexité avec cette livraison, d'autres livraisons, passées ou futures, ne peuvent être utilisées aux fins envisagées par les parties lors de la conclusion du contrat, l'acheteur peut aussi, en même temps, déclarer la résolution du contrat pour ces livraisons passées ou futures."

3. Les Etats-Unis [par. 19 et 23, i)] proposent deux modifications de forme.

Ordre des articles 48 et 49

4. L'Autriche (par. 5) propose de renverser l'ordre des articles 48 et 49 pour des raisons d'ordre théorique.

Article 49

1. La Bulgarie (par. 7) propose de supprimer l'article 49 que l'existence de l'article 47 rend superflu.

2. L'Autriche (par. 5) propose d'inverser l'ordre des articles 48 et 49 pour des raisons d'ordre théorique.

SECTION II. — EXONÉRATION

Article 50

Ensemble de l'article

1. La Hongrie (par. 6) approuve le texte de l'article 50 alors que la CCI (par. 49) estime qu'il constitue une amélioration considérable par rapport à l'article 74 de la LUVI.

Paragraphe 1

2. L'Australie (par. 9) estime que le projet de convention ne traite pas de façon satisfaisante les problèmes de l'inexécution due à des causes autres qu'une faute de la partie en défaut. Elle estime qu'il faudrait tenir compte de considérations absolument différentes pour déterminer les droits des deux parties à un contrat lorsque, d'une part, l'exécution est empêchée par des circonstances dont ni l'une ni l'autre des parties n'est responsable et lorsque, d'autre part, l'une des parties est par sa propre faute responsable du défaut d'exécution ou de la mauvaise exécution et a ainsi causé un dommage à l'autre partie. En particulier, elle fait observer (par. 10) que les dispositions actuelles sont inadéquates lorsque l'empêchement à l'exécution est temporaire. Voir le paragraphe 11 de l'analyse du présent article.

3. L'Autriche (par. 6 et 7) et la République fédérale d'Allemagne (par. 25 et 26) proposent de remplacer le paragraphe 1 par un nouveau texte où serait supprimée toute référence à la "faute" afin d'éviter toute confusion avec la notion de "faute" dans les législations

nationales. Le texte proposé par ces deux pays est le suivant :

"1) Si une partie n'a pas exécuté une de ses obligations, elle n'est pas responsable des dommages découlant de cette inexécution si elle prouve que celle-ci est due à un empêchement qu'elle n'aurait pu raisonnablement prendre en considération, éviter ou surmonter."

L'Autriche fait également observer que l'expression "de même qualité" devrait être supprimée dans la version française.

4. La CCI (par. 52 et 53) propose de remanier le paragraphe 1 de façon à supprimer le mot "faute" et à employer à sa place les mots "circonstances hors de son contrôle". Le texte que la CCI propose est le suivant :

"1) Lorsqu'une partie n'a pas exécuté l'une de ses obligations, elle ne sera pas tenue de verser des dommages-intérêts du fait de cette non-exécution si elle apporte la preuve que celle-ci est due à des circonstances hors de son contrôle, dont elle n'aurait pu raisonnablement tenir compte lors de la conclusion du contrat et contre les conséquences desquelles elle ne pouvait être raisonnablement tenue de se prémunir."

5. La Norvège (par. 40) propose de remanier comme suit le paragraphe 1 :

"1) Lorsqu'une partie n'a pas exécuté une de ses obligations elle n'est pas [tenue de l'exécuter et n'est pas non plus] responsable des dommages découlant de cette inexécution si elle prouve que celle-ci est due à un empêchement indépendant de sa volonté et de nature telle qu'une partie placée dans une situation identique n'aurait pu raisonnablement le prendre en considération au moment de la conclusion du contrat ni l'éviter ou le surmonter."

6. L'URSS (par. 14) propose de remplacer le paragraphe 1 par un nouveau texte libellé comme suit :

"1) Si une partie n'a pas exécuté une de ses obligations, elle n'est pas responsable de cette inexécution si elle prouve. . ."

7. Les Etats-Unis (par. 17) estiment que l'article 50, bien que satisfaisant dans l'ensemble, n'établit pas une distinction suffisamment nette entre le cas de la destruction d'une chose déterminée dont l'existence était présumé par les parties (voir l'exemple 50 A du commentaire) [A/CN.9/116*, annexe II] et celle d'une chose que le vendeur avait l'intention d'utiliser pour exécuter le contrat (voir l'exemple 50 B du commentaire). On pourrait remédier à cette lacune en ajoutant que les parties au contrat doivent avoir posé comme condition implicite la non-survenance de l'empêchement. Les Etats-Unis proposent de remplacer le paragraphe 1 de l'article 50 par le texte suivant, qui contient également quelques modifications de forme dans la deuxième phrase :

"1) Si une partie n'a pas exécuté une de ses obligations, elle n'est pas responsable des dommages

découlant de cette inexécution si elle prouve que celle-ci est due à un empêchement qui s'est produit sans qu'il y ait faute de sa part et dont la non-survenance était une condition implicite du contrat. A cette fin, la partie qui n'a pas exécuté est réputée en défaut à moins de prouver qu'elle n'aurait pu raisonnablement avoir pris l'empêchement en considération au moment de la conclusion du contrat ou l'avoir évité ou le surmonter après qu'il est survenu."

Paragraphe 2

8. La République fédérale d'Allemagne (par. 27 et 28) propose de supprimer le paragraphe 2. Elle explique que cette disposition peut causer des difficultés excessives au vendeur. Si celui-ci n'est pas responsable des dommages découlant de sa propre inexécution en vertu du paragraphe 1, le tenir pour responsable de la faute d'un sous-traitant ne semble pouvoir se justifier tout au plus que s'il peut obtenir des dommages-intérêts du sous-traitant. Cependant, une demande en dommages-intérêts n'aboutira souvent pas pour des raisons de droit ou de fait, par exemple à cause d'un accord limitant la responsabilité ou de l'insolvabilité du sous-traitant.

9. La CCI (par. 54) estime que les dispositions du paragraphe 2 semblent correspondre à ce qui se pratique fréquemment.

Paragraphe 3

10. L'URSS (par. 14) propose de supprimer le paragraphe 3.

11. L'Australie (par. 10), la Norvège (par. 41) et les Etats-Unis (par. 24) proposent de tenir compte dans l'article 50 du fait qu'après la disparition d'un empêchement temporaire, l'exécution qui sera exigée de la partie en défaut afin de s'acquitter des obligations résultant pour elle du contrat peuvent être radicalement différentes de celles envisagées lorsque le contrat a été conclu.

a) La Norvège propose le texte suivant :

"3) L'exonération prévue par le présent article ne produit d'effet pendant la durée de l'empêchement. Toutefois, la partie intéressée sera déchargée définitivement de sa responsabilité [son obligation] si, l'empêchement une fois disparu, l'exécution se trouve si radicalement transformée qu'elle est devenue tout autre que celle qui avait été envisagée au contrat."

b) Les Etats-Unis (par. 24) proposent un nouveau texte, identique à celui présenté précédemment par le Royaume-Uni au cours de la septième session du Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (5-16 janvier 1976) et qui est ainsi conçu :

"3) Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne sont applicables que pendant la durée de l'empêchement. Toutefois, la partie qui n'a pas exécuté est définitivement déchargée de son obligation si, au moment où l'empêchement disparaît,

* *Annuaire*. . . 1976, deuxième partie, I, 3.

l'exécution est modifiée au point que le contrat est devenu notablement plus onéreux que si l'empêchement n'était pas survenu."

12. Voir les observations de la CCI, de la Pologne et de la Suède aux paragraphes 14, 15 et 16 de l'analyse du présent article.

Sanctions autres que les dommages-intérêts

13. La CCI (par. 49 à 53), la Norvège (par. 42), la Pologne (par. 3 à 6) et la Suède (par. 17 à 19) examinent les moyens autres qu'une demande en dommages-intérêts dont une partie dispose lorsque l'autre partie n'exécute pas l'une des obligations découlant pour elle du contrat mais que cette inexécution est justifiée en vertu de l'article 50. Voir également l'examen des observations de l'Australie et des Etats-Unis au paragraphe 11 de l'analyse du présent article.

14. La CCI (par. 49 à 53) estime que le texte actuel satisfaisant à cet égard et ne pense pas qu'il convienne de modifier l'article 50 de façon à y inclure des dispositions libérant définitivement une partie des obligations découlant pour elle du contrat sous prétexte que l'exécution est devenue impossible ou que la situation a changé si radicalement que l'exécution équivaldrait à celle d'un contrat différent. La partie qui désire déclarer la résolution du contrat pourrait invoquer, selon le cas, l'article 30 ou l'article 45 du texte actuel.

15. La Pologne (par. 3 à 6) pense que le projet de convention devrait comprendre une disposition relative au principe *rebus sic stantibus* selon laquelle chaque partie aura le droit de renégocier les conditions d'un contrat ou de le dénoncer. En conséquence, la Pologne propose d'ajouter ce qui suit à la fin de l'article 50 :

"Si à la suite d'événements particuliers qui se sont produits après la conclusion du contrat et qui n'auraient pas pu être prévus par les parties, l'exécution des clauses du contrat entraîne des difficultés excessives ou risque de causer à l'une ou l'autre des parties des dommages considérables, la partie affectée a le droit de demander que le contrat soit modifié en conséquence ou qu'il soit résilié."

16. a) La Suède (par. 17 à 19) fait observer que libérer une partie de l'obligation de verser des dommages-intérêts peut n'avoir aucun effet si l'autre partie peut exiger l'exécution. En conséquence, l'obligation d'exécuter doit également disparaître pendant la durée de l'empêchement. Lorsque celui-ci disparaît, la partie qui veut obtenir l'exécution devrait être tenue de la demander. Si l'empêchement dure longtemps, la convention devrait préciser que l'obligation d'exécuter cesse entièrement.

b) La Suède propose également que l'article 50 soit sans effet sur le droit de déclarer la résolution du contrat ou la réduction du prix.

17. La Norvège (par. 42) propose de modifier l'article 50 de façon à ce qu'il soit clair qu'il est sans effet sur les dispositions relatives à la réduction du prix et à la résolution du contrat et, à cette fin, propose d'ajouter un nouveau paragraphe 5 ainsi conçu :

"5) Rien dans le présent article n'empêche une partie de déclarer la résolution du contrat ou de réduire le prix conformément aux dispositions de la présente convention pour cause d'inexécution par l'autre partie de l'une quelconque de ses obligations."

SECTION III. — EFFETS DE LA RÉSOLUTION

Propositions tendant à l'inclusion d'un article sur les effets de la résolution

L'Autriche (par. 8) propose d'ajouter avant l'article 51 un nouvel article où l'obligation de payer des dommages-intérêts serait énoncée en principe, comme c'est le cas pour l'exonération à l'article 50.

Article 54

Paragraphe 2

L'Autriche (par. 9) estime qu'il faudrait que l'acheteur doive au vendeur non seulement l'équivalent de tout profit qu'il a retiré de la chose ou d'une partie de la chose, mais également de tout profit qu'il aurait pu raisonnablement en retirer.

SECTION IV. — DOMMAGES-INTÉRÊTS

Relation entre les articles 55, 56 et 57

1. L'Australie (par. 11), la Norvège (par. 43 à 49) et l'URSS (par. 15 et 16) font des observations au sujet de la relation entre les articles 55, 56 et 57.

2. L'Australie et la Norvège estiment que le plaignant ne devrait pas être en droit de choisir celui des modes de calcul des dommages-intérêts exposés aux articles 55, 56 et 57 qui lui est le plus favorable. A leur avis, les articles 56 et 57 devraient simplement illustrer la façon dont l'article 55 doit être appliqué dans des circonstances particulières.

3. Pour éviter que le plaignant puisse choisir un mode de calcul des dommages-intérêts qui lui permettrait de recouvrer un montant supérieur à sa perte, mesurée par la différence effective entre les prix, la Norvège propose (voir en particulier le paragraphe 48) que les références à l'article 55 qui apparaissent actuellement aux paragraphes 1 des articles 56 et 57 soient supprimées. Elle fait cependant observer (par. 47) que d'autres pertes continueraient à être régies par les dispositions de l'article 55 lu dans le contexte de l'article 59.

4. A titre de variante, la Norvège (par. 49) propose de modifier le paragraphe 1 de l'article 56 en remplaçant les mots "si elle n'invoque pas les dispositions des articles 55 ou 57" par les mots "au titre des dommages-intérêts prévus à l'article 55". Si cette proposition est adoptée, le paragraphe 2 de l'article 56 deviendrait superflu et devrait être supprimé. La Norvège fait en outre observer que la possibilité pour le plaignant de choisir entre l'article 56 ou l'article 57 découlerait du libellé de l'article 57.

5. L'URSS (par. 15 et 16) propose de modifier le paragraphe 2 de l'article 56 et le paragraphe 3 de l'article 57 et de les libeller tous deux comme suit :

"Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'excluent pas le droit d'obtenir également d'autres dommages-intérêts, si les conditions de l'article 55 sont remplies."

L'URSS précise que sa proposition vise à éviter de mentionner expressément le gain manqué, d'abord parce qu'il en est déjà question à l'article 55, où il est indiqué que les dommages-intérêts recouvrent le gain manqué et, ensuite, parce qu'il est difficile en pareil cas de concevoir la possibilité d'un gain manqué en plus de la différence de prix.

Article 55

Prévisibilité de la perte

1. La CCI (par. 56) se demande si la disposition limitant le montant des dommages-intérêts pouvant être obtenus par le demandeur, qui "ne peuvent être supérieurs à la perte subie et au gain manqué que la partie en défaut avait prévu ou aurait dû prévoir au moment de la conclusion du contrat" est toujours équitable. A son avis, on pourrait envisager de supprimer cette restriction de la dernière phrase de l'article 55 et s'en remettre à une disposition plus générale. Elle reconnaît toutefois qu'il ne serait pas opportun de supprimer toute limitation de la responsabilité résultant des pertes subies dans le calcul des dommages-intérêts.

Dommages-intérêts dans les cas de dol ou de fraude

2. La Norvège (par. 52 et 53) propose d'ajouter un nouvel article réglementant les effets du dol ou de la fraude dans l'exécution du contrat sur le montant des dommages-intérêts pouvant être réclamés. Ce projet d'article est reproduit ci-après à la suite de l'analyse de l'article 59⁶.

Article 56

Paragraphe 1

1. La Norvège (par. 43 à 49) propose de supprimer la référence à l'article 55 dans le paragraphe 1 de l'article 56 comme il a été indiqué au paragraphe 3 de l'analyse de la section IV (Dommages-intérêts). A titre de variante, elle propose de remplacer le paragraphe 1 de l'article 56 par le texte figurant au paragraphe 4 de cette même analyse.

Paragraphe 2

2. L'URSS (par. 15) propose de remanier le texte du paragraphe 2 de l'article 56 de la manière indiquée

⁶ Dans la LUVI, une disposition analogue (art. 89) a notamment pour effet de restreindre l'application de la partie de l'article 82 de la LUVI (qui correspond à l'article 55 de la présente convention) limitant le montant des dommages-intérêts pouvant être réclamés à celui de la perte que la partie en défaut avait prévu ou aurait pu prévoir.

au paragraphe 5 de l'analyse de la section IV (Dommages-intérêts).

3. Si la variante proposée par la Norvège (voir le paragraphe 1) était adoptée, celle-ci (par. 49) suggère de supprimer le paragraphe 2 de l'article 56 qui deviendrait superflu.

Article 57

Paragraphe 1

1. L'Autriche (par. 10) suggère que les dommages-intérêts réclamés en vertu de cet article soient calculés sur la base du prix courant au moment où la délivrance de la chose a été effectuée ou aurait dû être effectuée, tandis que la Bulgarie (par. 9) propose qu'ils soient calculés sur la base du prix courant au moment où la non-délivrance est constatée ou au moment où l'acheteur a pu, raisonnablement, se procurer une chose de remplacement. L'Autriche et la Bulgarie estiment toutes deux que le libellé actuel du paragraphe 1 de l'article 57 permet à une des parties de spéculer sur les variations des prix en différant le moment où elle déclare le contrat résolu.

2. La Norvège (par. 43 à 49) propose de supprimer la référence à l'article 55 dans le paragraphe 1 de l'article 57, comme on l'a indiqué au paragraphe 3 de l'analyse de la section IV (Dommages-intérêts).

Paragraphe 2

3. Le Pakistan (par. 17) fait remarquer que pour calculer le montant des dommages-intérêts, il faudrait de préférence prendre en considération "la valeur facturée".

Paragraphe 3

4. L'URSS (par. 16) propose de modifier le texte du paragraphe 3 de l'article 57 comme on l'a indiqué au paragraphe 5 de l'analyse de la section IV (Dommages-intérêts).

Article 58

Taux d'intérêt

1. La République fédérale d'Allemagne (par. 29 et 30) estime que le vendeur ne devrait pas pouvoir exiger un taux d'intérêt aussi élevé dans tous les cas de retard dans le paiement du prix, mais uniquement s'il a été effectivement contraint d'emprunter à ce taux. En outre, en ce qui concerne les crédits commerciaux à court terme non garantis les taux d'intérêt varient énormément en fonction de divers facteurs et, en particulier, de la solvabilité du client. La République fédérale d'Allemagne propose de supprimer, à la fin de l'article 58, les mots ;

"étant entendu que ce taux ne sera pas inférieur au taux applicable aux crédits commerciaux à court terme non garantis dans le pays où le vendeur a son établissement."

2. La CCI (par. 57) propose de porter de 1 p. 100 à 2 p. 100 au moins en sus du taux officiel d'escompte le taux d'intérêt que le vendeur pourra exiger.

Article 59

Diminution de la perte par l'adoption de mesures appropriées

1. Dans son analyse des articles 55, 56 et 57, la Norvège (par. 43) note qu'au paragraphe 4 du commentaire relatif à l'article 56 (A/CN.9/116, annexe II; *Annuaire*. . . 1976, deuxième partie, I, 3) et au paragraphe 3 du commentaire relatif à l'article 59, il est indiqué que l'article 59 n'oblige pas la partie lésée à choisir la solution la moins onéreuse pour la partie en défaut ou le mode de calcul de dommages-intérêts qui, conformément à l'un des articles 55, 56 ou 57, conduirait au montant le plus faible. La Norvège dit que sans accepter comme correcte cette interprétation desdits articles, elle estime que l'accent qui est mis sur le choix laissé au demandeur dans le libellé actuel du paragraphe 1 des articles 56 et 57 peut conduire à une interprétation de l'article 59 qui réduirait l'obligation imposée au demandeur de diminuer la perte et ceci bien au-delà de ce qui est le droit en vigueur à l'heure actuelle dans beaucoup de pays. Elle propose en conséquence de modifier les articles 56 et 57 afin d'éliminer cette possibilité d'interprétation. Les propositions de la Norvège sont examinées aux paragraphes 3 et 4 de l'analyse de la section IV (Dommages-intérêts).

Droit au remboursement du prix

2. Les Etats-Unis (par. 12-14) proposent plusieurs variantes au sujet des articles 43 et 59. Leur première proposition (voir les paragraphes 3 et 4 de l'analyse de l'article 43) tend à modifier l'article 43 de telle sorte que le vendeur ne puisse exiger de l'acheteur le paiement du prix si "en l'espèce, il devait raisonnablement diminuer la perte subie du fait de la contravention, en revendant la chose". Si cette proposition n'est pas acceptée, les Etats-Unis proposent de modifier comme suit la deuxième phrase de l'article 59 :

"Si elle néglige de le faire, l'autre partie peut demander une réduction des dommages-intérêts, y compris une réduction du prix pouvant être réclamé, égale à la partie de la perte qui aurait dû être évitée."

Obligation de notifier

3. La Norvège (par. 50) suggère que dans le cadre de l'obligation de diminuer la perte, la partie lésée soit tenue d'aviser la partie en défaut de la contravention dans un délai de durée raisonnable. L'intérêt pratique d'une disposition dans ce sens est que la partie en défaut pourrait autrement ne pas avoir connaissance de la contravention ou de ses conséquences alors qu'elle est mieux à même que l'autre partie d'adopter des mesures propres à diminuer la perte. En conséquence, la Norvège propose d'ajouter à l'article 59 la disposition suivante :

"Elle devra notamment, s'il y a lieu, aviser dans un délai raisonnable la partie en défaut pour lui permettre de diminuer la perte."

Addition éventuelle d'un article sur le dol ou la fraude

La Norvège (par. 52 et 53) note que l'article 89 de la LUVI, selon lequel les dommages-intérêts sont déterminés en cas de dol ou de fraude selon les règles du droit interne applicable, a été supprimé. La Norvège propose de reconsidérer cette décision et de réglementer dans le projet de convention les effets de la fraude ou du dol dans l'exécution du contrat sur le montant des dommages-intérêts pouvant être réclamés.

Addition éventuelle d'un article sur les sanctions

La Pologne (par. 10 et 11) propose d'inclure dans le projet de convention un nouvel article pour réglementer l'introduction de clauses pénales dans un contrat. Elle fait valoir qu'une telle disposition faciliterait considérablement la solution des cas de demande de dommages-intérêts pour contravention au contrat. En réglementant la question des sanctions, on remédierait aussi au manque d'uniformité existant dans ce domaine entre les différents systèmes juridiques.

SECTION V. — CONSERVATION DE LA CHOSE

Article 63

1. Le Pakistan (par. 18) estime qu'il est raisonnable de fixer un délai pour que la notification requise en vertu du paragraphe 1 soit faite et que l'autre partie doit être dûment avisée. Le vendeur devrait également communiquer à l'acheteur le montant des frais de conservation de la chose dont il est question au paragraphe 3.

2. Les Etats-Unis (par. 23) proposent une modification de forme concernant le paragraphe 1.

CHAPITRE VI. — TRANSFERT DES RISQUES

Article 64

Ensemble de l'article

1. La Bulgarie (par. 10) suggère de placer cet article avant les autres articles du chapitre VI puisqu'il énonce la règle générale en matière de transfert des risques.

2. L'Autriche (par. 11) estime qu'il faudrait indiquer dans cet article que seul un fait du vendeur survenu avant la remise de la chose peut être pris en considération pour déterminer si la perte ou la détérioration de la chose dispense l'acheteur de payer le prix.

Délivrance de la chose et transfert des risques

3. La Suède (par. 10) ne voit pas pourquoi le projet de convention contient des règles distinctes sur la

délivrance et sur le transfert des risques, et estime qu'il devrait être possible de mieux harmoniser ces règles.

Article 65

Paragraphe 1

1. La République fédérale d'Allemagne (par. 31) estime que le paragraphe 1 de l'article 65 ne fournit pas de solution raisonnable dans le cas où le vendeur s'est engagé à remettre la chose à un transporteur en un lieu déterminé. Si, par exemple, un vendeur qui a son établissement à l'intérieur des terres s'est engagé à remettre la chose à un transporteur dans un port maritime déterminé, les risques ne devraient pas être transférés à compter de la remise de la chose au premier transporteur qui transporte la chose jusqu'au port en question mais seulement à compter de sa remise au transporteur maritime. La République fédérale d'Allemagne propose donc d'ajouter la phrase suivante au paragraphe 1 :

"Toutefois, si le vendeur a été requis de remettre la chose au transporteur en un lieu déterminé, les risques ne sont pas transférés à l'acheteur, avant que la chose ait été remise au transporteur en ce lieu."

2. La Bulgarie (par. 8) suggère d'ajouter au paragraphe 1 de l'article 65 (et à l'al. a de l'article 15) une disposition indiquant que la délivrance s'effectue, et que les risques sont ainsi transférés par la remise de la chose au premier rapporteur. Cette règle correspondrait à la pratique commerciale internationale.

3. Les Etats-Unis (par. 18) pensent que le libellé du paragraphe 1, de l'article 65 devrait être plus clair à deux égards. Il faudrait préciser que le paragraphe 1 de l'article 65 ne doit pas être interprété comme signifiant que dans le cas de contrats c.a.f. ou C et F les risques de perte de la chose sont transférés au lieu de destination et non au moment de la remise de la chose au transporteur. Il faudrait aussi préciser que le fait que le vendeur conserve le contrôle de la chose grâce à un connaissance ne modifie pas les règles habituelles concernant les risques de perte. La proposition des Etats-Unis tend aussi à remplacer les mots "à compter de la remise de la chose au premier transporteur" par les mots "à compter de la remise de la chose à un transporteur". Le texte du paragraphe 1 de l'article 65 proposé par les Etats-Unis est le suivant :

"1) Si le contrat implique un transport de la chose et si le vendeur n'est pas tenu de remettre la chose à l'acheteur en un lieu de destination déterminé, les risques sont transférés à l'acheteur à compter de la remise de la chose à un transporteur pour transmission à l'acheteur. Le fait que le vendeur soit autorisé à conserver les documents qui lui permettent de contrôler la vente de la chose n'affecte pas le transfert des risques."

Paragraphe 2

4. L'Autriche (par. 12) suggère de modifier le paragraphe 2 de manière à indiquer clairement que dans les contrats de vente impliquant le transport de la

chose, comme dans les autres contrats de vente, le risque est transféré à l'acheteur au plus tôt au moment de la conclusion du contrat.

5. La Norvège (par. 54) estime qu'en ce qui concerne la vente de la chose en cours de transport les risques ne devraient pas être transférés au moment de l'expédition s'il s'agit de choses de genre ou non individualisées transmises en vrac à différents consignataires⁷. Elle propose en conséquence de modifier comme suit le paragraphe 2 :

"2) Si le contrat de vente porte sur une chose déjà en cours de transport, les risques sont supportés par l'acheteur à compter de la remise de la chose au premier transporteur pour transmission au vendeur ou à un autre consignataire. Toutefois, les risques de perte de la chose vendue en cours de transport ne passent pas à l'acheteur si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur savait ou aurait dû savoir que la chose (ou une de ses parties) avait péri ou avait été détériorée, à moins qu'il n'ait informé l'acheteur de ce fait."

Addition éventuelle d'un nouveau paragraphe 3

6. La Norvège (par. 55) suggère d'adopter un nouveau paragraphe 3 ainsi qu'elle l'avait déjà proposé au Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (A/CN.9/WG.2/WP.25, art. 67). Ce nouveau paragraphe serait libellé comme suit :

"3) Si, toutefois, la chose ne porte pas d'adresse ou n'est pas manifestement individualisée par quelque autre moyen en vue de sa délivrance à l'acheteur, les risques ne sont pas transférés tant que le vendeur n'a pas adressé à l'acheteur un avis de l'expédition, et, le cas échéant, quelque document spécifiant la chose."

7. Les paragraphes 6 à 9 de l'analyse de l'article 66 contiennent une proposition analogue concernant l'article 66.

Article 66

Paragraphe 1

1. La Bulgarie (par. 5) et les Pays-Bas (par. 15 et 16) proposent de reprendre le paragraphe 1 de l'article 97 de la LUVI selon lequel les risques sont transférés à l'acheteur à compter de la délivrance de la chose si celle-ci est effectuée conformément aux dispositions du contrat et de la Loi uniforme.

a) La Bulgarie ajoute que, suivant la recommandation qu'elle a formulée à propos de l'article 15, et qui est exposée au paragraphe 4 de l'analyse de l'article 15, la délivrance et le transfert des risques ne devraient

⁷ La Norvège ne fait aucune proposition analogue en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 65. Voir le paragraphe 5 du commentaire relatif à l'article 65 dans le document A/CN.9/116 (Annuaire... 1976, deuxième partie, I, 3), annexe II, d'où il ressort que l'article 65, 1), sur le transfert du risque à compter de la remise de la chose au transporteur ne s'applique pas s'il s'agit de choses de genre ou non individualisées qui sont transmises en vrac à différents consignataires.

intervenir qu'au moment où la chose est effectivement remise à l'acheteur, et non pas au moment où elle est mise à sa disposition.

b) Les Pays-Bas précisent que les risques ne devraient pas être transférés si la chose n'est pas conforme au contrat, à moins que, comme dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 97 de la LUVI, l'acheteur n'ait pas déclaré le contrat résolu ni demandé le remplacement de la chose.

2. La Norvège (par. 56 à 60) propose d'adopter un article 66 totalement nouveau dont le texte complet est reproduit au paragraphe 9 de la présente analyse. En ce qui concerne l'actuel paragraphe 1, la Norvège propose notamment de supprimer les mots "à compter du moment où la chose est mise à sa disposition" afin qu'il soit bien clair que le risque est transféré au moment où l'acheteur retire la chose. (Voir également par. 4, ci-dessous.)

3. La CCI (par. 19 et 20) propose de son côté, de modifier le paragraphe 1 de l'article 66 de façon à préciser que si les conditions du contrat imposent au vendeur de tenir la chose à la disposition de l'acheteur pendant un temps déterminé, les risques de perte de la chose sont transférés à l'acheteur lorsque la chose est placée à sa disposition et non pas quand il la retire effectivement (par. 1) de l'article 66 ou quand il se trouve en contravention pour avoir négligé de la retirer (par. 2) de l'article 66. La CCI estime qu'une telle règle, analogue à celle que l'on trouve dans les INCOTERMS à propos du "départ usine" refléterait la pratique commerciale.

Paragraphe 2

4. La Norvège (par. 56 et 57) propose de remanier complètement l'article 66 et d'amalgamer la première phrase du paragraphe 2 à l'actuel paragraphe 1 pour former un nouveau paragraphe 1.

5. La Norvège (par. 56, 58 et 59) propose aussi d'adopter un nouveau paragraphe 2 qui réglerait la question du moment du transfert des risques lorsque la chose se trouve en un lieu autre que celui de l'établissement du vendeur, (par exemple, un entrepôt public). Elle rappelle que, selon certains, il y a "retrait" de la chose par l'acheteur lorsqu'est intervenu un acte en conséquence duquel le tiers dépositaire en devient responsable devant l'acheteur (et que le risque en pareil cas est transféré avant même que l'acheteur n'ait contrevenu au contrat en omettant de prendre matériellement possession de la chose)⁸. On a prétendu, en outre, qu'un tel acte pouvait être la transmission d'un document négociable formant titre (par exemple un récépissé négociable de magasin) ou la reconnaissance par le tiers dépositaire qu'il détient la chose pour le compte de l'acheteur. La Norvège estime que cette interprétation n'est pas corroborée par le texte actuel et risque de donner lieu à des incertitudes

en ce qui concerne l'application de la notion de "retrait", mais elle reconnaît que le problème doit être résolu grâce à une disposition claire. Le texte proposé par la Norvège constitue le paragraphe 2 de son projet d'article 66.

Paragraphe 2 et 3 : individualisation des marchandises aux fins du contrat

6. La Norvège (par. 56 et 60) propose aussi de détacher la deuxième phrase de l'actuel paragraphe 2 et d'en faire, après une modification de forme, un nouveau paragraphe 3.

7. Les Etats-Unis (par. 25) proposent d'ajouter un nouveau paragraphe 3 qui serait libellé comme suit :

"3) Si la chose n'est pas individualisée aux fins de la délivrance à l'acheteur, par l'apposition d'une adresse ou tout autre moyen, elle n'est pas manifestement individualisée aux fins du contrat, à moins que le vendeur donne notification du changement et, si nécessaire, envoie certains documents qui spécifient la chose."

Les Etats-Unis font observer que leur proposition se fonde sur celle qui a été faite par la Norvège à la septième session du Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels.

8. Voir au paragraphe 6 de l'analyse de l'article 65 une proposition analogue concernant l'article 65.

Texte proposé par la Norvège

9. Le texte intégral du nouvel article 66 proposé par la Norvège (par. 56) est le suivant :

"1) Dans les cas non visés par l'article 65, les risques sont transférés à l'acheteur lorsqu'il retire la chose ou, s'il ne l'a pas fait en temps voulu, dès le moment où la chose a été mise à sa disposition et où il a commis une contravention au contrat en n'en prenant pas livraison.

"2) Si, toutefois, l'acheteur est tenu de retirer la chose en un lieu autre qu'un lieu du vendeur, les risques sont transférés lorsque le moment de la délivrance est venu et que l'acheteur a connaissance ou a reçu notification du fait que la chose est mise à sa disposition en ce lieu.

"3) Si le contrat se rapporte à la vente de choses non encore individualisées, la chose n'est réputée avoir été mise à la disposition de l'acheteur que lorsqu'elle a été séparée ou manifestement individualisée de quelque autre manière aux fins du contrat."

Article 67

Les observations des Pays-Bas (par. 15 et 16) résumées au paragraphe 1 de l'analyse de l'article 66 s'appliquent aussi à l'article 67.

⁸ Voir le paragraphe 2 du commentaire relatif à l'article 66, A/CN.9/116, annexe II (Annuaire... 1976, deuxième partie, I, 3).